



LIVRE BLANC

WHITE PAPER

PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE
DES FRANCOPHONES ET ACADIENS

JANVIER 2016

THE ECONOMIC PROSPERITY OF
FRANCOPHONES AND ACADIANS

JANUARY 2016

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	2
MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
SOMMAIRE EXÉCUTIF	6
CONTEXTE	10
ÉTAT DES LIEUX	
1. La démographie des communautés francophones et acadienne	12
2. Le bilinguisme et les affaires	14
3. L'immigration économique bilingue francophone et francophile	18
4. Les partenariats	22
5. Un potentiel économique sous exploité	26
6. Les données statistiques	30
ENJEUX STRATÉGIQUES ET MESURES PRIORITAIRES	32
1. Renforcer la capacité des communautés francophones et acadienne à saisir des opportunités commerciales où le bilinguisme anglais-français est une valeur ajoutée	34
2. Assurer l'arrimage complexe entre les besoins du marché du travail et les compétences disponibles de la main-d'œuvre locale et immigrante	34
3. Stimuler l'engagement et les investissements d'un plus grand nombre de partenaires du développement économique et de l'employabilité notamment autour des enjeux prioritaires	36
4. Contribuer à la vitalité économique de la jeunesse des communautés francophones et acadienne partout au Canada	36
5. Favoriser l'accès à des données probantes sur la francophonie économique canadienne afin de faciliter des prises de décision informées à tous les niveaux.	38
CONCLUSION	50
ANNEXE - FICHES TECHNIQUES	42

Note : La mention du « Réseau » réfère à l'ensemble des organismes membres du Réseau de développement économique et d'employabilité soit le RDÉE Canada et ses 12 membres provinciaux et territoriaux.

TABLE OF CONTENTS

TABLE OF CONTENTS	3
MESSAGE FROM THE CHIEF EXECUTIVE OFFICER	5
EXECUTIVE SUMMARY	7
CONTEXT	11
CURRENT SITUATION	
1. Demographic situation of Francophone and Acadian communities	13
2. Bilingualism and business.	15
3. Francophone and Francophile bilingual economic immigration	19
4. Partnerships	23
5. Underutilised economic potential	27
6. Statistical data	31
STRATEGIC ISSUES AND PRIORITY MEASURES	33
1. Strengthening the capacity of Francophone and Acadian communities to seize business opportunities where English-French bilingualism is an added value	35
2. Ensuring the intricate linkage between labour market needs and skills available within the local and immigrant workforce	35
3. Encouraging participation and investments from a greater number of economic development and employability partners, particularly around priority issues	37
4. Contributing to the economic vitality of youth in Francophone and Acadian communities throughout Canada	37
5. Promoting access to conclusive data regarding the Canadian economic Francophonie to facilitate informed decision making at all levels.	49
CONCLUSION	51
APPENDIX - FACTSHEETS	43

Note: "Network" refers to all member organizations of the Economic Development and Employability Network, including RDÉE Canada and its 12 provincial and territorial members.

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

La francophonie fait partie intégrante de l'histoire et de l'identité canadienne. La francophonie du troisième millénaire porte de multiples visages ; elle est composée d'une multitude de particularités et est imprégnée de disparités régionales. Ainsi, nous parlons DES communautés francophones et acadienne. Ces communautés qui ont notamment comme point commun la nécessité de travailler de concert pour soutenir leur pérennité et la vitalité de leur économie.

Ce livre blanc s'inscrit dans la continuité du dialogue collaboratif mis en œuvre avec les différents partenaires du développement économique ainsi qu'avec les responsables gouvernementaux pour accroître les opportunités en matière de développement économique et d'employabilité des communautés francophones et acadienne et pour coordonner nos façons de faire et valoriser les meilleures pratiques.

Par ses actions, le Réseau est un partenaire privilégié du gouvernement. Il l'appuie dans ses obligations à promouvoir la dualité linguistique du Canada, soutenir l'essor économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire et renforcer la prospérité économique du Canada.

Le RDÉE Canada et ses membres favorisent les partenariats avec tous les acteurs du développement économique et de l'employabilité ainsi qu'avec les joueurs ayant une expertise en la matière, pour contribuer au développement économique local des communautés francophones et acadienne et les positionner comme des atouts économiques compétitifs et favorables, c'est-à-dire des agents à part entière de la prospérité du Canada.

Leader canadien du développement économique et de l'employabilité dans les communautés francophones et acadienne, le Réseau propose des approches novatrices dont l'objectif est de servir de levier et d'opportunités d'affaires. Il prend des mesures concrètes afin d'accroître l'efficacité et la qualité de ses services, ce qui lui permet de répondre aux besoins des communautés francophones et acadienne et de contribuer plus activement à la vitalité économique de celles-ci.

À titre d'exemple, en février 2015, le RDÉE Canada a rendu public le cadre de son Plan canadien de développement économique pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire en partenariat avec la Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC). Ce travail de collaboration avec la CEDEC vise à favoriser les maillages et le réseautage entre les gens d'affaires pour le bénéfice des communautés de langue officielle en situation minoritaire qui partagent les mêmes enjeux et pour qu'ils proposent ensemble, des projets structurants pour le milieu des affaires.

Parallèlement, des projets multilatéraux ont vu le jour depuis quelques années au sein des communautés francophones et acadienne, notamment dans l'Ouest canadien, en matière de développement durable, en Atlantique auprès d'une clientèle « jeunesse », au centre du pays en matière d'immigration ou encore dans le Nord avec les missions commerciales. Ceux-ci ont grandement contribué à transférer l'expertise francophone au sein de municipalités bilingues. Source de grandes opportunités économiques, le secteur du tourisme, offre également aux francophones une position avantageuse à travers le pays, avec la création d'un corridor touristique francophone mettant à la fois en valeur le patrimoine et la contribution historique des communautés francophones et acadienne et ceux des municipalités bilingues.

Nous sommes fiers des réalisations de notre réseau et des progrès substantiels qui se sont concrétisés au cours des vingt dernières années. En constante évolution, le Réseau s'inscrit dans une culture d'innovation tout en consolidant ses acquis, afin de relever les défis et de saisir les opportunités économiques du 21^e siècle. Il choisit de miser sur la valeur ajoutée du français et sur la force du bilinguisme en affaires.

C'est pour notre Réseau un honneur et un privilège de contribuer, avec la collaboration de nos partenaires, à forger un avenir économique meilleur pour les communautés francophones et acadienne du pays.

Jean-Guy Bigeau

Président-directeur général

MESSAGE FROM THE CHIEF EXECUTIVE OFFICER

The Francophonie is an integral part of Canada's history and identity. In the third millennium, the Francophonie has several faces; it has a variety of features and is steeped in regional disparities. Accordingly, we speak of BOTH the Francophone and Acadian communities. The common thread linking them is the need to work together to support their sustainability and the vigour of their economies.

This white paper builds on the collaborative dialogue established with various economic development partners, as well as with government officials, to increase economic development and employability opportunities for Francophone and Acadian communities, coordinate our approaches and develop best practices.

Through its actions, our Network enjoys a special partnership with the government. We help it fulfil its obligations to promote Canada's linguistic duality, support the economic growth of official language minority communities, and reinforce Canada's economic prosperity.

RDÉE Canada and its members encourage partnerships with all leaders in the areas of economic development and employability, as well as with all stakeholders having expertise in those disciplines, to promote the economic development of Francophone and Acadian communities, and position them as competitive and positive economic assets, which is to say, as full partners in creating Canada's prosperity.

As a Canadian leader in the economic development and employability of Francophone and Acadian communities, the Network offers new approaches whose objective is to leverage business opportunities. It takes concrete steps to improve the efficiency and quality of its services, which allow it to respond to the needs of Francophone and Acadian communities and make a more active contribution to their economic vitality.

For example, in February 2015, RDÉE Canada released the framework of its Canadian Plan for Economic Development of Official Language Minority Communities in partnership with the Economic Development and Employability Corporation (CEDEC). This collaborative effort with CEDEC aims to encourage linkages and networking among business people for the benefit of official language minority communities that are facing the same challenges, so they can jointly propose structuring projects for the business community.

At the same time, multilateral projects have been launched over the last few years in Francophone and Acadian communities. They include sustainable development projects in Western Canada, "youth" initiatives in the Atlantic Provinces, immigration-related programs in Central Canada, and trade missions in the North.

These projects have made significant contributions to the transfer of Francophone expertise within bilingual communities. The tourism industry holds important economic opportunities, and provides Francophones an advantageous position throughout the country, with the creation of a Francophone tourism corridor, which highlights the heritage and historical contributions of Francophone and Acadian communities as well those of bilingual municipalities.

We are proud of our Network's accomplishments and the important progress we have made over the last twenty years. Inspired by a culture of innovation, and building on its achievements, our Network is constantly evolving to meet the challenges and seize the economic opportunities of the 21st century. We choose to focus on the added value of the French language and on the strength bilingualism brings to the world of business.

It is an honour and privilege for our Network to be able to cooperate with our partners in forging a better economic future for Canada's Francophone and Acadian communities.

Jean-Guy Bigeau

Chief Executive Officer

La Partie VII de la Loi sur les langues officielles stipule que le gouvernement du Canada a l'obligation « de favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada et d'appuyer leur développement (...) Cet engagement lie toutes les institutions du gouvernement fédéral, lesquelles doivent veiller à ce que soient prises des mesures positives pour le mettre en œuvre. »¹

Créé en 1997, le RDÉE Canada favorise l'émergence d'une économie forte pour les communautés francophones et acadienne en situation minoritaire. Par ses actions en matière de développement économique et d'employabilité, le réseau pancanadien contribue directement à la prospérité et à la croissance du Canada en cernant les enjeux auxquels sont confrontés les communautés francophones et acadienne et en soutenant en priorité, les entrepreneurs et les investisseurs dans les communautés d'affaires francophones et acadienne et les employeurs et travailleurs qualifiés, partout au Canada.

Aujourd'hui le RDÉE Canada est présent dans 12 provinces et territoires et compte plus de 160 employés et experts. Entre 2009 et 2012 avec le soutien de près de 2 000 partenaires, le Réseau a généré plus de 100 millions de dollars de retombées économiques ; participé à la création de 2 708 emplois et appuyé un total de 20 976 entrepreneurs à l'intérieur de différentes activités².

Les Canadiens francophones vivant en situation minoritaire sont reconnus comme étant les citoyens les plus bilingues. Or, depuis près de 20 ans, le Réseau fait efficacement la démonstration de la valeur ajoutée du bilinguisme en affaires comme garantie de la santé économique du Canada. Le livre blanc vise donc à reconnaître et accroître la participation de ces Canadiens francophones aux opportunités d'affaires qui s'offrent à eux, tant au plan local, national, qu'international.

LE RÉSEAU EN CHIFFRES (2009-2012)

100 \$M de retombées économiques
2 708 emplois directs et indirects créés
20 976 entrepreneurs appuyés

Plus spécifiquement, ce livre blanc vise deux grands objectifs :

- Positionner les enjeux stratégiques économiques des communautés francophones et acadienne et proposer des mesures prioritaires ouvrant la voie vers la création d'occasions d'alliances, la diversification de partenariats et la prise d'actions concrètes avec les partenaires actuels et potentiels du RDÉE Canada.
- Offrir au gouvernement fédéral des avenues stratégiques en prévision du renouvellement de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada.

Les enjeux stratégiques sont tous interdépendants et constituent autant de défis que d'opportunités sur la route d'un renouveau économique des communautés francophones et acadienne à travers le Canada.

¹ Source : <http://www.tbs-sct.gc.ca/psm-fpfm/ve/ol-lo/al-fra.asp>

² Une contribution significative à la prospérité du Canada et des communautés francophones et acadienne, Rapport des impacts économiques des membres du RDÉE Canada, Horizon 2009-2012, Ronald Bisson pour le compte du RDÉE Canada.

Part VII of the Official Languages Act stipulates that the Government of Canada must “enhance the vitality of the official-language minority communities in Canada and [...] support their development [...] This commitment binds all federal government institutions, which must see to it that positive measures are taken for its implementation.”¹

Founded in 1997, RDÉE Canada promotes the emergence of a strong economy for Francophone and Acadian minority communities. Through its economic development and employability initiatives, this nation-wide network makes a direct contribution to Canada's prosperity and growth by identifying the challenges facing Francophone and Acadian communities, prioritizing measures supporting the economic development of these communities, and creating quality jobs and trade links with businesses operating within the international Francophonie.

Today, RDÉE Canada operates in 12 provinces and territories with more than 160 employees and experts. Between 2009 and 2012, in cooperation with nearly 2,000 partners, the Network generated over \$100 million in economic benefits, helped create 2,708 jobs and supported a total of 20,976 entrepreneurs through various activities².

Francophone Canadians living in minority communities are recognized as the most bilingual citizens. For almost 20 years now, the Network has effectively demonstrated the added value of bilingualism for businesses as a guarantee of Canada's economic health. Accordingly, this white paper aims to recognize and enhance the participation of Francophone Canadians in business opportunities that are available to them at the local, national, and international levels.

THE NETWORK IN NUMBERS (2009-2012)

\$100 M in economic spinoffs
2,708 direct and indirect jobs created
20,976 businesses supported

More specifically, this white paper has two main objectives:

- To position the strategic economic issues facing Francophone and Acadian communities and propose priority measures to create and diversify partnerships and implement concrete measures with current and potential RDÉE Canada partners.
- To offer the federal government strategic options in anticipation of a renewal of the Roadmap for Canada's Official Languages.

These strategic issues are all interrelated, presenting both challenges and opportunities along the road to the economic renewal of Francophone and Acadian communities across Canada.

¹ Source: <http://www.tbs-sct.gc.ca/psm-fpfm/ve/ol-lo/al-eng.asp>

² A significant contribution to prosperity across Canada and the Francophone and Acadian communities ; Report on the economic impact of RDÉE Canada members, horizon 2009-2012, Ronald Bisson for RDÉE Canada.

Pour s’y préparer, le présent livre blanc propose une série de mesures prioritaires qui ont pour caractéristique d’être pragmatiques et structurantes, et qui s’articulent autour de cinq enjeux stratégiques :

1

Renforcer la capacité des communautés francophones et acadienne à saisir des opportunités commerciales où le bilinguisme anglais-français est une valeur ajoutée.

2

Assurer l’arrimage complexe entre les besoins du marché du travail et les compétences disponibles de la main-d’œuvre locale et immigrante.

3

Stimuler l’engagement et les investissements d’un plus grand nombre de partenaires du développement économique et de l’employabilité notamment autour des enjeux prioritaires.

4

Contribuer à la vitalité économique de la jeunesse des communautés francophones et acadienne partout au Canada.

5

Favoriser l’accès à des données probantes sur la francophonie économique canadienne afin de faciliter des prises de décision informées à tous les niveaux.

Le développement économique est une condition fondamentale de l’épanouissement et de la vitalité des communautés partout au pays. Le gouvernement fédéral a fait du développement économique une de ses priorités stratégiques et s’est engagé à « investir dans notre économie, renforcer la classe moyenne et aider ceux qui travaillent fort pour en faire partie ». La mise en œuvre et la volonté de poursuivre ce mandat passe, entre autres, par la Feuille de route pour les langues officielles du Canada. À travers cette initiative, le gouvernement fédéral renouvelle son engagement envers la dualité linguistique au Canada et outille les communautés francophones et acadienne pour les garder vibrantes et prospères.

Le RDÉE Canada et son Réseau sont les alliés du gouvernement pour assumer cette responsabilité.

To deal with these challenges, this white paper proposes a series of priority measures that are pragmatic and structuring, and which focus on five strategic issues:

1

Strengthening the capacity of Francophone and Acadian communities to seize business opportunities where English-French bilingualism is an added value.

2

Ensuring the intricate linkage between labour market needs and skills available within the local and immigrant workforce.

3

Encouraging participation and investments from a greater number of economic development and employability partners, particularly around priority issues.

4

Contributing to the economic vitality of youth in Francophone and Acadian communities throughout Canada.

5

Promoting access to conclusive data regarding the Canadian economic Francophonie to facilitate informed decision making at all levels.

Economic development is fundamental to the growth and vitality of communities across the country. The federal government has made economic development a strategic priority and is committed to “investing in our economy, strengthening the middle class and helping those who work hard to be part of it.” Pursuing and implementing this mandate require, among other things, following the Roadmap for Canada’s Official Languages. With this initiative, the federal government is renewing its commitment to linguistic duality in Canada and providing Francophone and Acadian communities with tools to keep them vibrant and prosperous.

RDÉE Canada and its Network are the government’s allies in taking on this responsibility.

Le RDÉE Canada est le seul réseau pancanadien hors Québec, dédié au développement économique et à l'employabilité des communautés francophones et acadienne. Les excellents résultats dans chacun de ces deux axes démontrent la contribution significative du Réseau à la prospérité des communautés francophones et acadienne et du Canada.

Grâce à une vision renouvelée et innovante, conjuguée à une approche inclusive de la dualité linguistique, respectueuse des diversités régionales et qui répond aux multiples changements socio-économiques qui s'opèrent actuellement au Canada et dans le monde, le RDÉE Canada favorise le dynamisme des communautés francophones et acadienne.

Le RDÉE Canada, ses membres et leurs partenaires collaborent afin d'encourager le secteur privé ainsi que les ministères provinciaux, territoriaux et fédéraux, à s'engager concrètement au sein des secteurs clés et à contribuer activement au développement économique local. Dans le cadre de la feuille de route du gouvernement, le Fonds d'habilitation, confié à Emploi et Développement social Canada, appuie chacun des membres du RDÉE Canada dans le développement économique et communautaire (DÉC) et la mise en valeur des ressources.

Initié par le RDÉE Canada et la Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC), le Plan canadien de développement économique (PCDÉ) est l'une des importantes stratégies visant à accroître l'efficacité de l'action des intervenants. La structure de gouvernance pour la mise en œuvre du PCDÉ est le Réseau d'action économique (RAÉ). Son mandat est d'assurer des projets novateurs et un engagement et une participation concertée des acteurs clés en développement économique dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM). C'est un mécanisme pragmatique, qui soutient l'élaboration de nouvelles approches, favorise l'effet de levier et la mise en œuvre de projets phares. Le RAÉ vise également à établir des partenariats mobilisateurs et influents avec les acteurs gouvernementaux responsables de programmes, politiques et stratégies touchant le développement économique des CLOSM.

Le RDÉE Canada est reconnu pour son expertise et pour son rôle dans le développement de partenariats durables qui favorisent la vitalité et la santé économique des communautés francophones et acadienne. Il tire sa force de ses connaissances sur les réalités locales asymétriques du point de vue de l'économie et de l'employabilité, les particularités régionales de chacun de ses membres ainsi que sur les besoins des communautés.

Aussi est-il capable d'identifier les secteurs porteurs de développement économique et de mettre en place des projets structurants, favorables à l'innovation. Au sein du Réseau, un partage des meilleures pratiques et des expertises permet de bonifier les interventions de chacun des membres et partenaires en matière de maillage entre les employeurs et la main-d'œuvre qualifiée ou de réseautage d'affaires.

Fort de tous ces acquis, le RDÉE Canada étaye dans son livre blanc des mesures prioritaires permettant d'intensifier les actions qui répondront aux besoins actuels des communautés francophones et acadienne à moyen terme et qui favoriseront pleinement l'accès d'un plus grand nombre de Canadiens et de nouveaux arrivants francophones et francophiles, aux avantages économiques de la dualité linguistique canadienne à long terme. Parmi ces avantages, le fait de bien comprendre ses interlocuteurs commerciaux cimente les collaborations et donne accès à des marchés supplémentaires. Il est important de rappeler que l'anglais occupe le 1^{er} rang mondial comme langue des affaires, tandis que le français occupe le 3^e rang.

Le RDÉE Canada met donc en avant l'avantage concurrentiel de la langue française et du bilinguisme comme puissant levier de développement économique et d'employabilité dans les communautés francophones et acadienne, et pour le Canada tout entier.

RDÉE Canada is the only Canada-wide network outside Quebec dedicated to the economic development and employability of Francophone and Acadian communities. The excellent results achieved in each of these two sectors underline the Network's significant contribution to the prosperity of Canada's Francophone and Acadian communities.

Thanks to a renewed and innovative vision, combined with an inclusive approach to linguistic duality that respects regional diversity and responds to the multiple socio-economic changes currently taking place in Canada and around the world, RDÉE Canada promotes the vitality of Francophone and Acadian communities.

Along with its members and their partners, RDÉE Canada collaborates to encourage the private sector, as well as provincial, territorial and federal departments, to take practical action in key sectors and make an active contribution to local economic development. As part of the government's Roadmap, the Enabling Fund, managed by Employment and Social Development Canada, supports each member of RDÉE Canada in their community and economic development (CED) efforts and in the development of resources.

Launched by RDÉE Canada and the Community Economic Development and Employability Corporation (CEDEC), the Canadian Plan for Economic Development (CPED) is one of the key strategies designed to increase the efficiency of stakeholder action. The governing structure for implementing the CPED is the Network for Economic Action (NEA). Its mandate is to provide innovative projects and concerted commitment and participation of key stakeholders in economic development in official language minority communities (OLMCs). It is a pragmatic mechanism, which supports the development of new approaches, promotes leverage and the implementation of flagship projects. The NEA also aims to create mobilizing and influential partnerships with government actors responsible for programs, policies and strategies regarding the economic development of OLMCs.

RDÉE Canada is recognized for its expertise and its role in the development of sustainable partnerships that promote the economic health and vitality of Francophone and Acadian communities. It draws its strength from its knowledge of local realities that are asymmetric in terms of the economy and employability, regional peculiarities for each of its members, as well as community needs. It is therefore able to identify the sectors driving economic development and implement structuring projects that are favorable to innovation.

Within the Network, the sharing of best practices and expertise can enhance the networking efforts of each member and partner with employers, skilled labour and business.

Drawing on all these achievements, RDÉE Canada's white paper details priority measures designed to intensify actions that will meet the current needs of Francophone and Acadian communities in the medium term. In the long term, these measures will fully promote access to the economic benefits of Canada's linguistic duality for a greater number of Canadians and new immigrant Francophones and Francophiles. Among these benefits, the ability to fully understand trading partners strengthens partnerships and provides access to additional markets. It is important to remember that English is the leading business language in the world, while French ranks third.

RDÉE Canada therefore highlights the competitive advantage of the French language and bilingualism as powerful levers for economic development and employability in Francophone and Acadian communities, as well as throughout Canada.

1. LA DÉMOGRAPHIE DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNE

Constats :

1. Le poids relatif des Canadiens dont la première langue officielle parlée est le français a diminué par rapport à la population canadienne totale.
2. L'augmentation de la population dont la première langue officielle parlée est le français est faible à l'extérieur de la province du Québec.
3. Une dévitalisation des territoires d'origine des populations francophones est actuellement en cours.

En 2011, au Canada hors Québec, 1 067 000 personnes ont déclaré le français comme langue maternelle comparativement à 1 013 000 en 2006. Malgré l'augmentation de 54 000 personnes et des augmentations significatives dans certaines zones géographiques, on observe globalement une baisse du poids démographique des francophones. En effet, dans les communautés francophones et acadienne, la population de langue maternelle française ou ayant cette langue comme première langue officielle parlée, ne s'accroît pas à un rythme proportionnel à celui de la population canadienne ni même à celui de la population québécoise.

Ces derniers résultats dressent un important constat, à savoir, que l'attraction et la rétention de personnes parlant le français dans les communautés francophones et acadienne du pays sont liées à deux problématiques capitales :

- **Le déplacement des populations francophones par rapport à leurs territoires d'origine.** L'explosion de la mobilité de la main-d'œuvre, la périurbanisation (développement des banlieues au détriment des zones rurales), l'absence d'emplois de qualité en milieu rural et la sous-utilisation des compétences, ont pour conséquence la dévitalisation des communautés originellement francophones.
- **La direction donnée au dossier jeunesse.** En 2016, les jeunes Canadiens ne vivent plus dans un esprit de quête identitaire. La jeunesse d'aujourd'hui est bilingue et même multilingue, consciente du fait que le marché évolue et avance à grande vitesse. Les jeunes sont ouverts sur l'ensemble du pays et sur le reste du monde et souhaite participer à de grands projets structurants et d'envergure. Le maintien de la dualité linguistique canadienne dépend (...) en grande partie de sa jeunesse (Youth Business International, OECD LEED, 2013). La Feuille de route souligne l'importance de mobiliser les jeunes et d'établir des partenariats efficaces.

À l'extérieur du Québec, les francophones représentaient 4,4% de la population en 2009 alors qu'ils en représentaient 7,3% en 1951 (Source : Profils des communautés francophones et acadienne du Canada par la Fédération des communautés francophones et acadienne, 2009).

Leur poids démographique est donc en baisse constante depuis plus de 50 ans.

Dans ce contexte :

Comment peut-on maintenir les acquis des communautés francophones et acadienne?

Quels facteurs compétitifs viendraient palier ce phénomène observé?

Quelles actions concrètes permettront aux communautés francophones et acadienne de disposer d'outils et d'un environnement économique favorisant l'attraction et la rétention de francophones (les jeunes et les immigrants économiques en particulier)?

1. DEMOGRAPHIC SITUATION OF FRANCOPHONE AND ACADIAN COMMUNITIES

Findings:

1. The relative weight of Canadians whose first spoken official language is French has diminished in relation to the overall Canadian population.
2. The increase in the population whose first spoken official language is French is low outside Quebec.
3. The territories of origin of the Francophone populations are currently undergoing devitalization.

In 2011, in Canada outside Québec, 1,067,000 people reported French as their mother tongue, compared to 1,013,000 million in 2006.

Despite an increase of 54,000 persons and significant increases in certain geographical areas, a lower demographic weight of Francophones is generally observed. Indeed, in Francophone and Acadian communities, the population whose mother tongue or first spoken official language is French is not increasing at a rate proportional to that of the Canadian population or even to that of the Quebec population.

These latest results elicit an important conclusion; namely, that the attraction and retention of French-speaking people in Canada's Francophone and Acadian communities are related to two important factors:

- **The migration of Francophone populations from their territories of origin.** A great increase in workforce mobility, suburbanization (the development of suburbs at the expense of rural areas), a lack of quality employment in rural settings and underutilization of skills, have resulted in the devitalisation of communities that were originally Francophone.
- **The direction given to youth issues.** In 2016, young Canadians are no longer motivated by a quest for identity. Today's youth are bilingual, even multilingual, and aware that the market evolves and moves at high speed. Young people are open to the whole country and to the rest of the world; they want to take part in large-scale and important projects. Maintaining Canada's linguistic duality depends (...) a great deal on its youth (Youth Business International, OECD LEED, 2013). The Roadmap stresses the importance of engaging youth and establishing effective partnerships.

Outside Quebec, Francophones represented 4.4% of the population in 2009, while they accounted for 7.3% of it in 1951 (Source: Profiles of the Francophone and Acadian communities of Canada, Fédération des communautés francophones et acadienne, 2009). **Their demographic weight has therefore been steadily declining for over 50 years.**

In this context:

How can we build on the achievements of Francophone and Acadian communities?

Which competitive factors can address this observed phenomenon?

What concrete steps will allow Francophone and Acadian communities to have tools and an economic environment that encourage the attraction and retention of Francophones (young people and economic immigrants in particular)?

2. LE BILINGUISME ET LES AFFAIRES

Constats :

1. Le volume des échanges commerciaux bilatéraux enregistre une croissance due au bilinguisme.
2. La francophonie économique canadienne représente de multiples occasions d'affaires sur la base du partage de la langue française, tant entre les entreprises d'une même communauté qu'entre les entreprises de régions, provinces ou pays différents.
3. Les avantages économiques du bilinguisme pour les entreprises des communautés francophones et acadienne se traduisent tant au niveau du commerce intérieur que du commerce extérieur.
4. La croissance démographique et économique de l'Afrique francophone représente une opportunité économique importante pour les communautés francophones et acadienne.

Selon l'étude *Le Canada, le bilinguisme et le commerce*, commandée par le RDÉE Canada et la CEDEC au Conference Board du Canada³ en 2013, « l'un des avantages du bilinguisme vient de ce que le pays voit croître le volume de ses échanges commerciaux bilatéraux ». L'étude démontre que les pays faisant affaires dans une langue commune, ont tendance à commercer davantage entre eux qu'avec les autres, car la présence de cette langue commune réduit notamment des frais tels que l'apprentissage de l'autre langue, la traduction et l'interprétariat.

L'étude confirme la valeur ajoutée réelle du bilinguisme pour le Canada. Les chercheurs du Conference Board du Canada estiment que les échanges commerciaux du Canada bilingue avec les pays francophones sont supérieurs de 65 % et même plus, aux échanges commerciaux avec les pays non francophones. En 2011, sur la part des exportations canadiennes globales, les exportations des provinces considérées davantage bilingues (le Québec et le Nouveau-Brunswick) vers des pays francophones, ont été deux fois supérieures à ce qu'on en attendait.

Toujours selon cette étude : « la connaissance du français au Canada bilingue avait fait augmenter les exportations de 1,7 milliard de dollars US et les importations de 7,2 milliards. (...) Nous constatons que la connaissance du français au Canada bilingue a fait croître le commerce bilatéral de 3,5 milliards de dollars US en moyenne en 2011. »

Enfin, selon l'étude *Le poids économique de la langue française dans le monde*⁴ parue en 2012, sur la période de 1995 à 2006, les flux commerciaux entre deux pays de l'espace francophone sont en moyenne 22 % plus importants que ceux entre deux

pays ayant des caractéristiques comparables (même population, même richesse par habitant, partage d'un passé colonial, membre d'un même accord commercial, etc.) mais n'appartenant pas à l'espace francophone. De nombreuses autres études empiriques établissent également un lien statistique positif entre le partage d'une langue commune et l'intensité des flux commerciaux et des investissements.

En matière de commerce interprovincial, la francophonie économique canadienne représente donc de multiples occasions d'affaires, tant entre les entreprises d'une même communauté (grâce à la force du Réseau national des organismes membres du RDÉE Canada) qu'avec les entreprises québécoises. Grâce à leur bilinguisme et aux réseaux anglophones qu'elles ont développés dans leur province ou territoire respectifs, les entreprises et les professionnels des communautés francophones et acadienne représentent un pont économique solide pour des entreprises québécoises qui seraient davantage unilingues.

³ *Le Canada, le bilinguisme et le commerce*, Conference Board du Canada, RDÉE Canada, 2013.

⁴ *Le poids économique de la langue française dans le monde*, Fondation pour les études et recherches sur le développement international, 2012.

2. BILINGUALISM AND BUSINESS

Findings:

1. Bilateral trade is increasing as a result of bilingualism.
2. Canada's economic Francophonie represents multiple business opportunities based on a sharing of the French language, both among companies in the same community and among businesses from different regions, provinces or countries.
3. For Francophone and Acadian companies and communities, bilingualism produces economic advantages in terms of both internal and external trade.
4. The demographic and economic growth of Francophone Africa represents an important economic opportunity for Francophone and Acadian communities

According to a 2013 Conference Board study entitled *Canada, Bilingualism and Trade*, which was commissioned by RDÉE Canada and CEDEC, "One avenue in which a country can benefit from being bilingual is through increased bilateral trade volumes."³ The study illustrates how countries that do business in a common language tend to do more trade with each other than with others, because use of a common language reduces, among other things, costs linked to learning the other language, translation and interpretation.

The study confirms the real added value of bilingualism for Canada. Conference Board researchers estimate that trade between bilingual Canada and French-speaking countries is at least 65% greater than trade with non-Francophone countries. In 2011, as a share of total Canadian exports, those from provinces considered more bilingual (Quebec and New Brunswick) to French-speaking countries, were twice as high as had been expected.

Moreover, according to this study: "Bilingual Canada's knowledge of French boosted exports by US\$1.7 billion and imports by US\$7.2 billion [...] Bilingual Canada's proficiency in French boosted average bilateral trade by US\$3.5 billion in 2011."

Finally, according to a study entitled *Le poids économique de la langue française dans le monde*,⁴ (translation: *The Economic Weight of the French Language in the World*) published in 2012, trade flows between two countries from the Francophonie, between 1995 and 2006, were on average 22% higher than those between two countries with similar characteristics (population, wealth per capita, colonial past, signatory to the same trade agreement, etc.) that do not belong to the Francophonie. Many other empirical studies also establish a positive statistical link between sharing a

common language and the strength of trade flows and investments.

In terms of interprovincial trade, Canada's economic Francophonie therefore represents multiple business opportunities between companies within the same community (thanks to the strength of RDÉE Canada's national Network of member organizations) and with Quebec companies. Thanks to their bilingualism and to the English networks they have developed in their respective province or territory, companies and professionals from Francophone and Acadian communities represent a strong economic bridge to Quebec companies that might be more unilingual.

Conversely, business development in markets that are predominantly Francophone may seem difficult to Canada's Anglophone businesses. Yet in terms of trade and investment, these businesses have a strategic and economic advantage: their Francophone population. Use of a common language other than English multiplies lasting commercial relationships for Anglophone businesses and professionals, both with Canadian provinces and territories and other countries.

³ *Canada, Bilingualism and Trade Report*, Conference Board of Canada, RDÉE Canada, 2013.

⁴ *Le poids économique de la langue française dans le monde*, Fondation pour les études et recherches sur le développement international, 2012.

Inversement, le développement des affaires sur des marchés à prédominance francophone peut sembler une tâche difficile pour les entreprises anglophones du Canada. Pourtant, du point de vue du négoce et des investissements, ces mêmes entreprises disposent d'un avantage stratégique et économique : leur population francophone. L'usage d'une langue commune autre que l'anglais, multiplie les relations commerciales durables des entreprises et professionnels anglophones, aussi bien entre les provinces et territoires du Canada, qu'à l'étranger.

Or, selon l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), sur 102 pays et territoires, le français se positionnait en 2014 comme la cinquième langue la plus parlée au monde, avec 274 millions de locuteurs, soit une augmentation de 54 millions en quatre ans. L'Europe francophone compte à elle seule, près de 100 millions de personnes, alors que le continent africain atteint presque les 150 millions de francophones⁵.

On estime même que ce nombre de personnes parlant le français dans le monde ne cessera d'augmenter. Une étude de la banque Natixis, reprise par le magazine Forbes, projette que le français deviendra la langue la plus parlée dans le monde à l'horizon 2050 avec 700 millions de locuteurs, particulièrement parce que la langue française se diffuse dans les zones démographiquement les plus dynamiques du monde, notamment en Afrique subsaharienne.

Pour preuve, la scolarisation en français a permis à plusieurs pays du continent africain de connaître des progressions du nombre de francophones allant jusqu'à 30 % depuis 2010⁶.

Dans ce contexte :

Comment appuyer le développement économique local bilingue?

Comment fournir un environnement propice à la création, au développement et à l'expansion d'entreprises dans les deux langues officielles plutôt qu'une seule?

Quelles mesures peuvent être mises en œuvre pour servir de levier économique sur le plan du développement des marchés interprovinciaux, nationaux et internationaux?

Moreover, according to the International Organization of La Francophonie (IOF), in the 102 countries and territories observed in 2014, French was the fifth most common language in the world, with 274 million speakers—an increase of 54 million in four years. French-speaking Europe alone includes some 100 million people, while the African continent has nearly 150 million Francophones.⁵

It is even estimated that the number of French speakers in the world will continue to rise. A study from the Natixis Bank reported in Forbes magazine suggests that, by 2050, French will be the most spoken language in the world, with 700 million speakers, notably because the French language is spreading through the world's most demographically dynamic regions, including sub-Saharan Africa. As evidence of this, enrolment in French schools has increased the number of Francophones in many African countries by as much as 30% since 2010.⁶

In this context:

How should bilingual local economic development be supported?

What can be done to create an environment that is conducive to the creation, development and expansion of businesses in both official languages rather than only one?

What economic levers should be used to develop interprovincial, national and international markets?

⁵ http://www.francophonie.org/Estimation-des-francophones#layer_jeune

⁶ <http://www.forbes.com/sites/pascalemanuelgobry/2014/03/21/want-to-know-the-language-of-the-future-the-data-suggests-it-could-be-french/>

⁵ http://www.francophonie.org/Estimation-des-francophones#layer_jeune

⁶ <http://www.forbes.com/sites/pascalemanuelgobry/2014/03/21/want-to-know-the-language-of-the-future-the-data-suggests-it-could-be-french/>

3. L'IMMIGRATION ÉCONOMIQUE BILINGUE FRANCOPHONE ET FRANCOPHILE

Constats :

1. Les immigrants ont représenté une proportion importante de l'offre de la main-d'œuvre au Canada au cours des dernières décennies, et cette tendance se poursuivra.
2. En dépit de leurs qualifications, les immigrants de la catégorie des travailleurs qualifiés sont généralement sous-employés.
3. Un meilleur arrimage entre les besoins en main-d'œuvre des employeurs canadiens et les compétences des immigrants francophones et bilingues est nécessaire.
4. Les entreprises francophones dont le propriétaire est un nouvel immigrant sont nettement plus susceptibles de cibler les marchés mondiaux que les autres entreprises francophones et que leurs homologues.
5. Les francophiles représentent eux aussi un grand potentiel pour l'économie canadienne, car ils constituent un bassin de compétences diversifiées et de connexions bilingues.

La croissance de la francophonie canadienne passe non seulement par le renouvellement naturel de la population, mais aussi par deux variables incontournables : l'immigration francophone et la hausse du taux de bilinguisme grâce à l'appui des francophiles.

Le poids des immigrants francophones au sein des communautés francophones et acadienne est passé de 6,2 % à 11,7 % entre 1991 et 2011. Le recensement de 2006 avait permis de dénombrer 60 900 immigrants ayant le français comme première langue officielle parlée dans l'ensemble des provinces et territoires (hors Québec) et 76 100 immigrants se sont vus attribuer le français et l'anglais comme première langue officielle parlée.

Le poids des immigrants francophones au sein des communautés francophones et acadienne est passé de 6,2 % à 11,7 % entre 1991 et 2011. En réponse à cette hausse, le projet Pré-départ donne accès à une gamme d'outils et de services aux candidats francophones à l'immigration, avant leur arrivée au Canada.

L'enquête nationale auprès des ménages de 2011 comptabilisait : 74 470 immigrants dont la première langue officielle parlée était le français et 79 400 parlant aussi bien le français que l'anglais comme première langue officielle parlée⁷.

Selon un rapport du Comité d'experts sur les obstacles à l'emploi des nouveaux Canadiens, publié en 2015, « Les immigrants ont rempli un rôle important en ce qui

touche l'offre de main-d'œuvre au Canada au cours des dernières décennies, et cette tendance devrait se poursuivre. La proportion d'immigrants au sein de la population canadienne en âge de travailler, a augmenté lentement au cours des 15 dernières années. Une proportion élevée de nouveaux Canadiens sont qualifiés; [...] Mais en dépit de leurs qualifications, les immigrants qualifiés sont aux prises avec un sous-emploi endémique, ce qui engendre des coûts importants pour notre économie. Selon une étude menée en 2012, si le taux d'emploi des travailleurs immigrants augmentait au point d'égaliser celui des non immigrants, il y aurait environ 370 000 personnes de plus qui travailleraient. »

Dans une autre étude datant de 2011, on estimait que, si les qualifications des nouveaux arrivants donnaient lieu à une rémunération appropriée, cela entraînerait une hausse de 31 milliards de dollars de la rémunération gagnée⁸.

⁷ *Portrait statistique de la population immigrante de langue française à l'extérieur du Québec (1991 à 2011)*, René Houle, Daniel Pereira et Jean-Pierre Corbeil, Statistique Canada, juin 2014.

⁸ *De la survie à la prospérité : Transformer la situation des immigrants*, Gouvernement du Canada.

3. FRANCOPHONE AND FRANCOPHILE BILINGUAL ECONOMIC IMMIGRATION

Findings:

1. Over the last decades, immigrants have made up a large share of the labour supply in Canada, and that trend will continue.
2. Despite their qualifications, immigrants in the skilled-labour category have been generally under-employed.
3. A better alignment is needed between the labour requirements of Canadian employers and the skills of Francophone and bilingual immigrants.
4. Francophone businesses whose owner is a new immigrant are far more likely to target world markets than other Francophone businesses and their counterparts.
5. Francophiles also represent a great potential for the Canadian economy, because they provide a pool of various skills and bilingual connections.

Growth of the Canadian Francophonie requires not only natural renewal of the population, but also two essential conditions: Francophone immigration, and the rising rate of bilingualism through the support of Francophiles.

The weight of French-speaking immigrants within Francophone and Acadian communities went from 6.2% to 11.7% between 1991 and 2011. The 2006 census enumerated 60,900 immigrants in all provinces and territories (outside Quebec) who had French as the first spoken official language, and 76,100 immigrants who had French and English as their first spoken official language.

The weight of French-speaking immigrants within Francophone and Acadian communities went from 6.2% to 11.7% between 1991 and 2011. In response to this increase, the Pre-departure project offers a range of tools and services to immigration applicants prior to their arrival in Canada.

The 2011 national survey of households reported that French was the first official language spoken by 74,470 immigrants, and that both French and English were the first official languages spoken by 79,400 immigrants.⁷

According to a 2015 report by the Panel on Employment Challenges of New Canadians, "Immigrants have been an important part of Canada's labour supply over the past few decades, and this trend is expected to continue.

⁷ *Statistical Portrait of the French-Speaking Immigrant Population Outside Quebec (1991 to 2011)*, René Houle, Daniel Pereira and Jean-Pierre Corbeil, Statistics Canada, June 2014.

⁸ *Survival to Success: Transforming Immigrant Outcomes*, Government of Canada.

The proportion of Canada's working aged population accounted for by immigrants has been slowly increasing for the past 15 years. Many of these new Canadians are skilled; [...] Despite their qualifications, skilled immigrants are chronically underemployed, at significant cost to our economy. A 2012 study concluded that raising the employment rate of immigrant workers to the level of non-immigrants would result in approximately 370,000 more people working.⁸

Another study from 2011 estimated that earned compensation would increase by \$31 billion, if newcomers were properly compensated for their skills.⁸

The Framework of the Canadian Plan for Economic Development (CPED) of Official Language Minority Communities (OLMCs) identifies wide disparities between the business needs of several communities and a labour force with the required skills.

Le cadre du *Plan canadien de développement économique (PCDE) pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM)* fait état de grandes disparités entre les besoins des entreprises de plusieurs communautés et la main-d'œuvre disposant des compétences recherchées. Le fait que les communautés francophones et acadienne partout au Canada ont des infrastructures et des services en français, doit contribuer à attirer un plus grand nombre d'immigrants francophones compétents permettant de combler les emplois vacants et d'agrandir l'espace économique francophone du pays. En ce sens le RDÉE Canada priorise :

- Un meilleur arrimage entre les besoins en main-d'œuvre des employeurs canadiens et les compétences des immigrants francophones et bilingues ;
- l'appui aux immigrants investisseurs, francophones et francophiles, que ce soit pour le démarrage ou la relève d'entreprise.

Il est démontré que les entreprises francophones sont généralement plus susceptibles que leurs homologues anglophones d'exporter des biens et des services sur les marchés mondiaux. De même, les entreprises francophones dont le propriétaire est un nouvel immigrant sont nettement plus susceptibles de cibler les marchés mondiaux que les autres entreprises francophones et que leurs homologues anglophones. Ce résultat montre la contribution importante des gens d'affaires issus de l'immigration à notre économie⁹.

Dans les communautés francophones et acadienne, les francophiles présentent également un grand potentiel économique. Ces francophones de langue seconde constituent un bassin de compétences diversifiées et de connexions bilingues, venant élargir l'espace économique francophone. Depuis trente ans, la croissance de la population déclarant pouvoir soutenir une conversation en français est passée de près de 7,7 millions à près de 10 millions de personnes (9,6 millions en 2006).

Le Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA) et Carrefour Nunavut ont donné suite à la stratégie sur la chaîne de valeur pour conclure des ententes dans l'industrie de la construction et ainsi arrimer l'offre et la demande des entreprises de ce secteur.

Ainsi, le CDÉA et le Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDÉTNO) ont invité 11 entrepreneurs à participer à une mission commerciale qui a permis la conclusion d'ententes et un contrat signé.

Une collaboration rapprochée avec les francophiles viendrait contribuer à décloisonner l'espace économique des communautés francophones et acadienne et aider à définir ensemble des solutions innovantes.

Dans ce contexte :

Comment couvrir les besoins en main-d'œuvre des employeurs à l'échelle pancanadienne?

Comment impliquer davantage d'immigrants et de francophiles dans des projets entrepreneuriaux?

Comment en assurer la rétention et l'intégration dans les communautés francophones et acadienne?

The fact that Francophone and Acadian communities across Canada have French-language infrastructure and services should help attract a greater number of qualified Francophone immigrants to fill job vacancies and broaden the country's Francophone economic space. Towards that end, RDÉE Canada prioritizes:

- Better coordination between the labour needs of Canadian employers and the skills of bilingual and Francophone immigrants;
- Support for Francophone and Francophile immigrant investors, either for business startups or successions.

It has been shown that Francophone businesses are generally more likely than their Anglophone counterparts to export goods and services to world markets. Similarly, Francophone businesses owned by new immigrants are significantly more likely to target global markets than other Francophone or Anglophone businesses. This result shows the important contribution of immigrant business people to our economy.⁹

Francophiles also hold great economic potential for Francophone and Acadian communities. These second-language Francophones provide a diverse pool of bilingual skills and connections that help to broaden the Francophone economic space. Over the last thirty years, the population that reports being able to conduct a conversation in French increased from nearly 7.7 million to nearly 10 million (9.6 million in 2006).

The Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA) and Carrefour Nunavut have applied the value chain strategy and entered into agreements with the construction industry to coordinate the supply and demand of businesses in that sector.

Thus, the CDÉA and Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDÉTNO) invited 11 entrepreneurs to participate in a trade mission that led to the signing of a contract and agreements.

Close cooperation with Francophiles would help to break down barriers in the economic space of Francophone and Acadian communities and help define innovative solutions.

In this context:

How can the labour needs of employers across Canada be met?

How can more immigrants and Francophiles be involved in entrepreneurial projects?

How can their retention and integration into the Francophone and Acadian communities be ensured?

⁹ *Aller là où les affaires nous mènent : défis et opportunités pour les entreprises francophones*, Conference Board du Canada, juin 2015.

⁹ *Aller là où les affaires nous mènent : défis et opportunités pour les entreprises francophones*, Conference Board of Canada, June 2015.

4. LES PARTENARIATS

Constats :

1. Il existe un isolement économique des communautés francophones et acadienne par rapport au Québec, dû en grande partie au manque d'information et de sensibilisation à l'égard de la valeur économique que représentent ces communautés pour les PME québécoises.
2. Les entreprises des communautés francophones et acadienne présentent un grand potentiel de collaboration favorable au développement économique et à la création d'emplois.

Afin de réaliser leur plein potentiel et de participer de façon optimale à l'économie canadienne, les communautés francophones et acadienne doivent ouvrir de nouveaux canaux et mener de nouvelles initiatives ayant des effets directs et structurants sur les plans de l'économie et de l'employabilité. Pour y arriver, elles doivent nécessairement multiplier leurs partenariats, tant avec les ministères et les agences du gouvernement fédéral qu'avec les provinces et territoires, sans négliger le Québec, et enfin, avec le secteur privé.

Depuis sa fondation, le RDÉE Canada et ses membres constituent un réseau actif, connaissant le milieu du travail, l'environnement socio-économique et offrant des services complémentaires à ceux des différents paliers gouvernementaux, en particulier ceux du gouvernement fédéral. Les communautés francophones et acadienne ont progressé, mais il reste encore beaucoup à faire pour assurer leur vitalité et leur pérennité. Leurs besoins en matière de développement économique et d'employabilité ont évolué, de même que la société et les technologies, nécessitant la mise en place de nouveaux outils et de ressources pour répondre aux défis actuels et saisir les opportunités à venir.

Au Canada, la francophonie n'est pas une minorité comme les autres. La loi sur les langues officielles est fédérale et ne s'applique pas automatiquement aux provinces, ni aux territoires. Globalement, on observe que les gouvernements provinciaux et territoriaux participent moins aux initiatives de développement économique et d'employabilité des communautés francophones et acadienne, probablement par manque d'information et de sensibilisation à l'égard de la valeur économique qu'elles représentent. Une participation accrue et structurée des gouvernements provinciaux et territoriaux aux initiatives des communautés francophones et acadienne a le potentiel de créer des conditions

Le forum d'affaires Naturallia 2013 s'est avéré être un espace d'alliances stratégiques en accord parfait avec l'immigration économique :

- 150 personnes d'affaires
- Sept pays représentés
- 35% des participants étaient francophones
- 300 rencontres B2B

gagnantes ayant des répercussions positives à court terme sur leur produit intérieur brut.

Les PME francophones des communautés francophones et acadienne représentent pour les PME québécoises un grand potentiel économique grâce à leur bilinguisme facilitant la création de nouveaux réseaux et d'alliances d'affaires. Or, on constate un isolement économique de ces communautés francophones et acadienne par rapport à la majorité francophone du Québec. Le RDÉE Canada s'est positionné afin de faciliter l'émergence du Réseau des villes francophones et francophiles d'Amérique et par le fait même, contribue au rayonnement de la francophonie des Amériques.

Les entreprises du secteur privé des communautés francophones et acadiennes sont des partenaires latents présentant un grand potentiel de collaboration.

Le RDÉE Canada a tissé de nombreux partenariats avec les organismes gouvernementaux, socioéconomiques, du milieu éducatif et du secteur privé. Parmi ses initiatives, la mise en place du Réseau d'action économique (RAÉ), le résultat d'une collaboration avec la Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC) et les partenaires fédéraux des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM).

4. PARTNERSHIPS

Findings:

1. Francophone and Acadian communities are economically isolated from Quebec, largely due to a lack of information and awareness regarding the economic value these communities represent for Quebec SMEs.
2. Businesses in Francophone and Acadian communities hold great potential for cooperation that can be conducive to economic development and job creation.

To reach their potential and fully participate in the Canadian economy, Francophone and Acadian communities must open new channels and spearhead new initiatives having immediate and structuring effects on plans regarding the economy and employability. To achieve this, they must create more partnerships with federal government departments and agencies, with provinces and territories, including Quebec, and with the private sector.

From the beginning, RDÉE Canada and its members have been an active network, with knowledge of the work environment and the socio-economic environment, offering services that are complementary to those provided by various levels of government, and by the federal government especially. Francophone and Acadian communities have made progress, but much still needs to be done to ensure their vitality and sustainability. Their economic development and employability needs have evolved, along with society and technology, requiring the development of new tools and resources to meet current challenges and seize future opportunities.

In Canada, the Francophonie is a minority unlike the others. The Official Languages Act is a federal statute that does not automatically apply to the provinces or territories. Overall, provincial and territorial governments are less involved in initiatives regarding the economic development and employability of Francophone and Acadian communities, probably due to a lack of information and awareness of the economic value they represent. A greater and more structured participation from provincial and territorial governments in the initiatives of Francophone and Acadian communities would have the potential to create winning conditions that would have positive impacts on their gross domestic products in the short term.

The 2013 Naturallia business forum set the stage for strategic alliances in perfect harmony with economic immigration:

- 150 business people
- Seven countries represented
- 35% of participants were Francophone
- 300 B2B meetings

Francophone SMEs in Francophone and Acadian communities represent a great economic potential for Quebec SMEs because of their bilingualism, which facilitates creation of new business networks and alliances. However, Francophone and Acadian communities are economically isolated from Quebec's Francophone majority. RDÉE Canada has positioned itself to facilitate the emergence of a Network of Francophone and Francophile cities for the Americas, thereby promoting the vitality of the Francophonie throughout the Americas.

Private sector businesses in Francophone and Acadian communities are latent partners holding great potential for cooperation conducive to economic development and job creation. A bilingual workforce enables a company to significantly increase its commercial potential.

RDÉE Canada has forged numerous partnerships with government agencies, as well as with organizations in the socio-economic, educational and private sectors. Among its initiatives: creation of the Economic Action Network (EAN) as a result of cooperation with the Community Economic Development and Employability Corporation (CEDEC) and federal official language minority communities partners.

favorable au développement économique et à la création d'emplois. Une main-d'œuvre bilingue permet à une entreprise d'accroître considérablement son potentiel commercial. Le fait d'avoir, par exemple, du personnel clé parlant les deux langues, favorise le développement de nouveaux marchés au Canada ainsi que partout dans le monde. À l'heure actuelle, il n'existe aucune façon de comptabiliser le niveau de la demande pour des emplois bilingues.

Le Plan canadien de développement économique (PCDE) et le Réseau d'action économique (RAÉ) sont des stratégies structurantes. Les deux principaux objectifs du PCDE sont de :

- Soutenir la création d'entreprises performantes et innovantes détenues et gérées majoritairement par des personnes déclarant parler la langue officielle de la minorité démographique de la province ou du territoire où elles résident ;
- S'assurer de la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et productive déclarant parler la langue officielle de la minorité démographique de la province ou du territoire où elle réside.

Le RAÉ assure la communication entre les ministères fédéraux et les organisations de la communauté qui ont une expérience et une expertise dans les domaines du développement des affaires et du développement de la main-d'œuvre.

Dans ce contexte :

Dans ce contexte, comment optimiser le leadership des communautés francophones et acadienne?

Quelles avenues les communautés francophones et acadienne peuvent-elles emprunter pour nouer de nouvelles collaborations?

Quels sont les secteurs d'activité économique prioritaires qui stimuleront les partenariats avec le Québec?

For example, having key personnel who speak both languages encourages the development of new markets in Canada and around the world. At present, there is no way to determine the level of demand for bilingual jobs.

The Canadian Plan for Economic Development (CPED) and the Economic Action Network (EAN) are structuring strategies. The CPED's two main objectives are:

- To support the creation of successful and innovative companies owned and managed primarily by people having declared that they speak the official language of the minority population of the province or territory where they reside;
- To ensure the availability of skilled and productive workers having reported that they speak the official language of the minority population of the province or territory where they reside.

The EAN ensures communication between federal departments and community organizations that have experience and expertise in the areas of business and workforce development.

In this context:

How can the leadership of Francophone and Acadian communities be optimized?

How can Francophone and Acadian communities build new partnerships?

What priority economic sectors will stimulate partnerships with Quebec?

5. UN POTENTIEL ÉCONOMIQUE SOUS EXPLOITÉ

Constats :

1. Il existe peu de sources de financement accessibles et adaptées aux réalités des communautés francophones et acadienne¹⁰.
2. Une majorité d'entreprises francophones ne dispose d'aucun plan de relève.
3. L'employabilité et l'entrepreneuriat chez les jeunes jouent un rôle crucial dans l'avenir économique du Canada.
4. L'économie verte représente une opportunité économique importante au sein des communautés francophones et acadienne.
5. Le tourisme francophone et les marchés touristiques francophones domestiques et internationaux représentent un marché porteur de 200 millions de personnes.

En 2006, le PIB de l'espace économique francophone canadien, qui comprend le Québec, s'élevait à 230,5 M\$, soit 19,4 % du PIB canadien total (Source : Conference Board du Canada, 2012).

Dans le but d'augmenter le potentiel économique des communautés francophones et acadienne, le RDÉE Canada soutient des missions commerciales interprovinciales.

Malgré la grande quantité de sources de financement disponibles pour les entreprises en général, peu de capitaux sont disponibles pour appuyer la mise de fonds des entrepreneurs et ce, que ce soit pour le démarrage, le développement ou la croissance d'une entreprise. Les institutions financières traditionnelles basent leur offre en fonction de garanties disponibles et les institutions de capital de risque exigent des rendements élevés. Dans l'optique où le RDÉE Canada souhaite appuyer les entrepreneurs dans la relève de leur PME, le soutien aux entreprises et l'accès à de nouveaux marchés, ces entreprises seront inévitablement confrontées à des besoins de leviers de financement accessibles et adaptés.

Dès 2005, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) estimait que 70 % des propriétaires d'entreprise prendraient leur retraite d'ici 2015. De nombreuses études ont aussi révélé que plus de la moitié des PME canadiennes n'avaient aucun plan de relève formel ou informel. Or, en l'absence d'une planification adéquate de la relève, les dirigeants pourraient être obligés de vendre leur entreprise à rabais, de la laisser à des successeurs incompetents ou tout simplement de mettre la clé sous la porte, avec le risque que des millions d'emploi soient menacés. Ainsi, la relève de ces entreprises présente à la fois un enjeu entrepreneurial et d'employabilité.

L'avenir économique du Canada nécessite un renouveau dans son modèle de développement, qui ne peut s'effectuer qu'en partenariat avec les jeunes. Il est en effet démontré que la vitalité de nos jeunes a un effet multiplicateur, tant au niveau social, qu'économique (Youth Business International, 2009).

Partout dans le monde, les gouvernements développent des solutions pour mieux appuyer les jeunes vers la poursuite d'une carrière ou dans le démarrage d'entreprise. Au sein du Réseau, 10 membres ont mis en place des initiatives innovantes en soutien aux jeunes au cours de l'année 2014.

D'ici 2020, on estime à 2,7 milliards \$ US les marchés associés à une économie verte, soit 2,1 % du PIB mondial. Une expertise en matière d'économie verte a été développée au sein du Réseau depuis quelques années. En effet, le projet Éco-Ouest offre un appui technique aux municipalités francophones et bilingues de l'Ouest canadien en quête de solutions environnementales pour la modernisation de leurs infrastructures (recherche de financement, cueillette de données clés, gestion de projets).

Le projet PERCÉ est un outil pour contrer l'exode des jeunes et promouvoir différentes possibilités de carrières au sein de leurs communautés. **En 2014-2015, 26 jeunes ont pu obtenir un stage lié à leurs domaines d'études à l'Île-du-Prince-Édouard.**

¹⁰ *Définir l'entreprise francophone en milieu minoritaire au Canada : une approche fonctionnelle.* Duhamel, M., rapport préparé pour le RDÉE Canada, 2013.

5. UNDERUTILISED ECONOMIC POTENTIAL

Findings:

1. Few funding sources are either available to Francophone and Acadian communities or adapted to their realities.¹⁰
2. A majority of Francophone businesses have no succession plan.
3. Employability and entrepreneurship among young people play a crucial role in Canada's economic future.
4. The green economy represents a significant economic opportunity for Francophone and Acadian communities.
5. Francophone tourism and domestic and international Francophone tourism represent a growth market of 200 million people.

In 2006, the GDP of the Canadian Francophone economic space, which includes Quebec, amounted to \$230.5 billion, or 19.4% of total Canadian GDP (Source: Conference Board of Canada, 2012).

RDÉE Canada supports inter-provincial trade missions in order to increase the economic potential of Francophone and Acadian communities.

Despite the great number of funding sources available for businesses in general, little capital is available to support the capital outlay of entrepreneurs, either for starting, developing or growing a business. Traditional financial institutions base their offer on available guarantees and venture capital institutions require high yields. Given that RDÉE Canada wishes to support succession planning for SMEs, aid to businesses, and access to new markets, these businesses will inevitably have to find accessible and responsive financing levers.

As early as 2005, the Canadian Federation of Independent Business (CFIB) estimated that 70% of business owners would retire by 2015. Numerous studies have also revealed that over half of Canadian SMEs have no formal or informal succession plans. Moreover, in the absence of adequate succession planning, owners may be forced to sell their businesses at a discount, leave them to incompetent successors or simply close them, potentially threatening millions of jobs. Accordingly, succession presents both entrepreneurial and employability challenges for these businesses.

Canada's economic future requires renewal of its development model, which can only be achieved in partnership with youth. It has, indeed, been demonstrated that the vitality of our youth has a multiplier effect, both socially and economically (Youth Business International, 2009). Around the world, governments are developing solutions to better support young people who wish to pursue a career or start a business. In 2014, ten members of the Network developed innovative measures to support young people.

By 2020, it is estimated that markets associated with the green economy will be worth US\$2.7 billion, representing 2.1% of world GDP. Expertise in the green economy has been developed within the Network over recent years. For instance, the Eco-West project provides technical support to Francophone and bilingual municipalities in Western Canada that are seeking environmental solutions to modernize their infrastructure (search for funding, key data collection, project management). Eco-West currently supports the implementation of projects worth over \$10 million, and its short—and medium—term potential amounts to hundreds of millions of dollars. Some 19 municipal, community and academic partners are involved in sustainable initiatives in 15 western communities.

The PERCÉ project is a tool designed to counter the exodus of young people and promote different career opportunities within their communities. **In 2014-2015, 26 young people were able to get internships related to their fields of study in Prince Edward Island.**

¹⁰ *Définir l'entreprise francophone en milieu minoritaire au Canada : une approche fonctionnelle.* Duhamel, M., a report prepared for RDÉE Canada, 2013.

Le marché de l'économie verte est estimé à 2,7 B\$ américains en 2020. S'inscrivant dans ce secteur phare, le projet Éco-Ouest soutient la planification et la mise en œuvre d'infrastructures de l'économie verte. **19 partenariats sont déjà en place, avec un objectif de 60 en 2021.**

et les membres du RDÉE Canada ont besoin de cette expertise qui doit aussi être étendue à l'ensemble du Canada.

Le tourisme mondial connaît une croissance fulgurante. Jusqu'en 2030, on prévoit une augmentation annuelle de 3 % à 4 % de cette industrie. Au Canada, le tourisme représente 2 % du PIB et contribue au maintien de plus de 170 000 entreprises et près de 627 000 emplois. Toutefois, le tourisme au Canada a perdu une grande part du marché et a chuté au 15^e rang du classement des destinations mondiales en 2010, alors qu'il était en 2^e position en 1970 et en 8^e position en 2000¹¹.

Pourtant, le tourisme francophone et les marchés touristiques francophones domestiques et internationaux représentent un marché de 200 millions de personnes. La France est le 2^e plus important marché étranger pour le Canada après les États-Unis. Les communautés francophones et acadienne disposent d'une offre touristique unique au pays, mais nécessite des capitaux pour développer des produits, embaucher de la main-d'œuvre et contribuer à l'augmentation des parts de marché du Canada dans ce secteur.

Éco-Ouest appuie présentement la réalisation de projets pour une valeur dépassant les 10 millions de dollars et le potentiel à court et moyen termes se chiffre dans les centaines de millions de dollars. Près de 19 partenaires municipaux, communautaires et académiques, sont impliqués dans des initiatives durables au sein de 15 communautés de l'Ouest. Plusieurs partenaires

Au Canada, le tourisme contribue au maintien de plus de 170 000 entreprises et 627 000 emplois. Les quatre membres du RDÉE de l'Ouest (Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique) se sont dotés d'une application mobile francophone pour promouvoir les produits francophones et bilingues. Le développement d'une application nationale est présentement à l'étude.

Dans ce contexte :

Comment tirer profit des potentiels des communautés francophones et acadienne?

Comment donner aux acquéreurs de PME les moyens d'être performants durant toute leur carrière?

Comment développer des modèles de réussite sur des initiatives jeunesse?

Qui fait référence en matière d'économie verte?

À qui profitent les investissements dans le tourisme francophone et bilingue?

The green economy market will be worth an estimated US\$2.7 billion in 2020. As part of this key sector, the Eco West project supports planning and implementing green economy infrastructure. **Nineteen partnerships are already in place, with a target of 60 for 2021**

However, Canadian tourism has lost a large part of its market share, dropping to fifteenth place in the ranking of global destinations in 2010, whereas it held second place in 1970 and eighth place in 2000¹¹. Yet Francophone tourism, as well as domestic and international Francophone tourism, represents a market of 200 million people. France is the second largest foreign market for Canada after the United States. The Francophone and Acadian communities have a unique tourist offer in the country, but require capital to develop products, hire the workforce and help increase the Canadian market share in this sector.

Several partners and RDÉE Canada members need this expertise, which should be shared throughout Canada.

World tourism is experiencing explosive growth. An annual increase of 3% to 4% is projected for this industry until 2030. In Canada, tourism accounts for 2% of GDP and helps support over 170,000 businesses and nearly 627,000 jobs.

In Canada, tourism helps support over 170,000 businesses and 627,000 jobs. The four members of RDÉE West (Manitoba, Saskatchewan, Alberta and British Columbia) have acquired a French-language mobile application to promote Francophone and bilingual products. The development of a national application is currently being studied.

In this context:

How can the potential of Francophone and Acadian communities be harnessed?

What measures can be taken to give SME buyers the tools needed to ensure success throughout their careers?

How can successful models be developed through youth initiatives?

Who are the references for the green economy?

Who benefits from investments in Francophone and bilingual tourism?

¹¹ <http://veilletourisme.ca/2011/06/20/classement-mondial-des-destinations-et-des-marches-emetteurs/>

¹¹ <http://veilletourisme.ca/2011/06/20/classement-mondial-des-destinations-et-des-marches-emetteurs/>

6. LES DONNÉES STATISTIQUES

Constats :

1. Nous sommes confrontés à un manque de données pertinentes permettant de faire un portrait réel des communautés francophones et acadienne en matière d'économie et d'employabilité.
2. Cette insuffisance de données crée des obstacles à la prise de décision éclairée au sein de l'espace économique francophone.
3. Il existe des mécanismes de vigie statistique au sein d'autres organisations qui pourraient servir de leviers pour garantir l'accroissement des connaissances et la disponibilité des recherches pour les communautés francophones et acadienne.
4. Il est nécessaire de mettre en place une stratégie de diffusion adéquate des études et données.

Les experts s'entendent pour souligner l'insuffisance, et ou les difficultés d'accès à des données pertinentes, probantes et actuelles décrivant la réalité des communautés francophones et acadienne en matière d'économie et d'employabilité. Cette déficience crée des obstacles importants à la démonstration de la participation de ces communautés à l'économie de leur province ou de leur territoire et du Canada. Cette situation engendre également un manque d'information crucial permettant d'évaluer les besoins des communautés francophones et acadienne en matière de développement économique et d'employabilité.

Le Réseau a travaillé avec des chercheurs universitaires pour s'entendre sur une définition de l'entreprise francophone. Industrie Canada et Statistique Canada utilisent cette définition aujourd'hui.

« L'entreprise francophone est une unité organisationnelle dont le contrôle direct ou indirect effectif de l'affectation de toutes ses ressources et activités s'effectue majoritairement par des administrateurs et dirigeants localisés en milieu minoritaire et dont la première langue officielle parlée est le français¹². »

Cela démontre l'impact que peut avoir le maillage entre les partenaires gouvernementaux, intergouvernementaux et les ONG quand ils partagent leurs savoir-faire.

Dans ce contexte :

L'OpenData pourrait-il être une solution?

Quel appui peut-on donner aux chercheurs?

Comment assurer la diffusion des informations?

6. STATISTICAL DATA

Findings:

1. A lack of relevant data prevents us from painting an accurate picture of Francophone and Acadian communities in terms of economics and employability.
2. This lack of data creates obstacles to enlightened decision making within the Francophone economic space.
3. Other organizations use statistical monitoring mechanisms that could serve as levers to ensure an increase in knowledge and the availability of research for Francophone and Acadian communities.
4. An adequate strategy for disseminating studies and data must be implemented.

Experts agree that relevant, solid and current data describing the economics and employability of Francophone and Acadian communities is unavailable or difficult to access. This deficiency creates significant barriers to demonstrating the involvement of these communities in the economy of their province, territory or country. This also creates a lack of information that is crucial to assessing the needs of Francophone and Acadian communities in terms of economic development and employability.

The Network has worked with university researchers to formulate the definition of a Francophone company. Industry Canada and Statistics Canada use that definition today.

"A Francophone company is an organizational unit, where the effective direct or indirect control of resource allocation and activities is mainly carried out by directors and officers who live in minority communities and whose first official language spoken is French."¹²

This demonstrates the potential impact of sharing knowledge through networks linking NGOs with governmental and intergovernmental partners.

In this context:

Could OpenData provide a solution?

What support should be given to researchers?

How can the dissemination of information be ensured?

¹² *Définir l'entreprise francophone en milieu minoritaire au Canada : une approche fonctionnelle*. Duhamel, M., rapport préparé pour le RDÉE Canada, 2013.

¹² *Définir l'entreprise francophone en milieu minoritaire au Canada : une approche fonctionnelle*. Duhamel, M., a report prepared for RDÉE Canada, 2013.

ENJEUX STRATÉGIQUES ET MESURES PRIORITAIRES

Au Canada, le bilinguisme joue un rôle crucial en matière de développement économique et d'employabilité. Dans une vision inclusive, les francophones, les francophiles et les immigrants de langue française représentent autant de leviers de croissance pour l'atteinte du plein potentiel du Canada et plus particulièrement des communautés francophones et acadienne. Il demeure qu'il faut continuer de soutenir les projets en place et de mettre en œuvre de nouvelles mesures afin d'optimiser leur participation à l'économie des provinces et territoires.

En se fondant sur les données et les constats des pages précédentes, et dans un esprit de positionnement stratégique, nous avons identifié cinq enjeux d'avenir pour les communautés francophones et acadienne en matière de développement économique et d'employabilité.

Chaque enjeu est suivi de mesures prioritaires cohérentes car elles s'inscrivent dans un continuum entre les stratégies menées par le RDÉE Canada et celles de ses membres, tant au niveau organisationnel que collectif.

LES CINQ ENJEUX STRATÉGIQUES SONT :

- 1 Renforcer la capacité des communautés francophones et acadienne à saisir des opportunités commerciales où le bilinguisme anglais-français est une valeur ajoutée.
- 2 Assurer l'arrimage complexe entre les besoins du marché du travail et les compétences disponibles de la main d'œuvre locale et immigrante.
- 3 Stimuler l'engagement et les investissements d'un plus grand nombre de partenaires du développement économique et de l'employabilité notamment autour des enjeux prioritaires.
- 4 Contribuer à la vitalité économique de la jeunesse des communautés francophones et acadienne partout au Canada.
- 5 Favoriser l'accès à des données probantes sur la francophonie économique canadienne afin de faciliter des prises de décision informées à tous les niveaux.

STRATEGIC ISSUES AND PRIORITY MEASURES

In Canada, bilingualism plays a crucial role in economic development and employability. In an inclusive vision, Francophones, Francophiles and French-speaking immigrants represent levers for growth and for reaching Canada's full potential, more particularly in Francophone and Acadian communities. There remains a need to continue supporting current projects and to implement new measures to optimize their participation in provincial and territorial economies.

Based on the data and findings in the preceding pages, and in a spirit of strategic positioning, we have identified five issues that are important for the future of Francophone and Acadian communities in terms of economic development and employability. Each issue is followed by coherent priority measures, because they belong to a continuum linking RDÉE Canada's strategies with those of its members, both at the organizational level and collectively.

THE FIVE STRATEGIC ISSUES ARE:

- 1 Strengthening the capacity of Francophone and Acadian communities to seize business opportunities where English-French bilingualism is an added value.
- 2 Ensuring the intricate linkage between labour market needs and the skills available within the local and immigrant workforce.
- 3 Encouraging participation and investments from a greater number of economic development and employability partners, particularly around priority issues.
- 4 Contributing to the economic vitality of youth in Francophone and Acadian communities throughout Canada.
- 5 Promoting access to conclusive data regarding the Canadian economic Francophonie to facilitate informed decision making at all levels.

ENJEU 1

Renforcer la capacité des communautés francophones et acadienne à saisir des opportunités commerciales où le bilinguisme anglais-français est une valeur ajoutée.

Mesures prioritaires :

- 1.1 Investir dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale, en matière de commerce et d'investissement, visant à permettre aux communautés francophones et acadienne de tirer avantage de leurs atouts. Cette stratégie doit inclure des mesures économiques contribuant à établir et à cultiver des relations d'affaires interprovinciales et internationales pour les PME, sur des marchés où l'atout francophone se traduit par un avantage économique tangible. La stratégie doit également permettre de tirer pleinement parti des relations de confiance qu'entretiennent les immigrants avec le pays ou la région de langue française d'où ils viennent.
- 1.2 Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de jumelage entre les propriétaires d'entreprises (cédants) et la relève (repreneurs), assortie d'un plan de sensibilisation, correspondant aux réalités socio-économiques des communautés francophones et acadienne.
- 1.3 Créer un fonds levier d'envergure capitalisé en partenariat public privé (PPP) visant à soutenir la création, la relève et l'expansion des entreprises issues des communautés francophones et acadienne.
- 1.4 Soutenir et amplifier une stratégie nationale en tourisme francophone, en incluant les communautés francophones et acadienne à la stratégie fédérale, et créer un programme dédié au développement de produits touristiques francophones/bilingues innovants, afin de les rendre plus attrayants et compétitifs.
- 1.5 Assurer la croissance et la prospérité des communautés francophones et acadienne grâce à la planification et à la mise en œuvre d'initiatives vertes. Celles-ci incluent des plans d'action sur les changements climatiques, des stratégies de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, la commercialisation de technologies propres et le développement de projets d'infrastructures durables.

ENJEU 2

Assurer l'arrimage complexe entre les besoins du marché du travail et les compétences disponibles de la main-d'œuvre locale et immigrante.

Mesures prioritaires :

- 2.1 Mettre en œuvre une stratégie nationale en matière de rétention, d'adaptation et de mobilité de la main-d'œuvre, incluant l'attraction et l'intégration d'immigrants économiques francophones compétents.
- 2.2 Sensibiliser et mobiliser les employeurs des communautés francophones et acadienne par rapport aux avantages d'embaucher des immigrants francophones, et assurer l'arrimage entre la pénurie de main-d'œuvre et les immigrants qualifiés.
- 2.3 Valoriser les programmes et les opportunités de carrières bilingues existant au sein des communautés francophones et acadienne auprès des Canadiens.

ISSUE 1

Strengthening the capacity of Francophone and Acadian communities to seize business opportunities where English-French bilingualism is an added value.

Priority measures:

- 1.1 Investing in the development and implementation of a national strategy on trade and investment, to enable Francophone and Acadian communities to take advantage of their assets. This strategy should include economic measures that contribute to establishing and cultivating interprovincial and international business relations for SMEs in markets where the Francophone asset translates into tangible economic benefits. The strategy should also allow taking full advantage of trusting relationships between immigrants and the country or French-speaking region they come from.
- 1.2 Developing and implementing a twinning strategy between business owners (sellers) and their successors (buyers), along with an outreach plan that corresponds to the socio-economic realities of Francophone and Acadian communities.
- 1.3 Creating a sizeable leveraging fund through a public-private partnership (PPP) to support the launch, succession and expansion of businesses from Francophone and Acadian communities.
- 1.4 Supporting and strengthening a national strategy for Francophone tourism that includes Francophone and Acadian communities in the federal strategy, and creating a program dedicated to the development of innovative Francophone/bilingual tourism products, to make them more attractive and competitive.
- 1.5 Ensuring the growth and prosperity of Francophone and Acadian communities by planning and implementing green initiatives. These include action plans on climate change, strategies for reducing greenhouse gas emissions, marketing clean technologies and developing sustainable infrastructure projects.

ISSUE 2

Ensuring the intricate linkage between labour market needs and skills available within the local and immigrant workforce.

Priority measures:

- 2.1 Implementing a national strategy for workforce retention, adjustment and mobility, including the attraction and integration of qualified Francophone economic immigrants.
- 2.2 Raising the awareness and encouraging the commitment of employers in Francophone and Acadian communities regarding the benefits of hiring Francophone immigrants, and ensuring coordination between labour shortages and skilled immigrants.
- 2.3 Raising awareness among Canadians regarding programs and bilingual career opportunities that exist in Francophone and Acadian communities.

ENJEU 3

Stimuler l'engagement et les investissements d'un plus grand nombre de partenaires du développement économique et de l'employabilité notamment autour des enjeux prioritaires.

Mesures prioritaires :

- 3.1 Assurer l'injection de nouveaux capitaux dans le renouvellement de la Feuille de route afin que celle-ci suscite davantage d'efforts en développement économique et en employabilité au sein des communautés francophones et acadienne.
- 3.2 Inciter les gouvernements provinciaux et territoriaux à la création de programmes voués au soutien d'initiatives de développement économique et d'employabilité sur des enjeux locaux, spécifiquement reliés aux communautés francophones et acadienne.
- 3.3 Accroître les initiatives économiques avec le Québec, pour stimuler la synergie et catalyser les partenariats, et ce, afin que la francophonie économique canadienne compose un bloc économique fort, en mesure de maximiser ses réseaux et alliances d'affaires.
- 3.4 Développer et mettre en œuvre une stratégie et des outils de positionnement des communautés francophones et acadienne en matière d'économie et d'employabilité en misant sur la valeur ajoutée de la francophonie et du bilinguisme.
- 3.5 Créer et déployer une campagne de promotion et de sensibilisation pancanadienne dans les deux langues officielles, présentant :
 - 1) la valeur ajoutée du français et du bilinguisme en affaires ;
 - 2) la présence et la contribution des communautés francophones et acadienne à l'économie canadienne.

ENJEU 4

Contribuer à la vitalité économique pour la jeunesse des communautés francophones et acadienne partout au Canada.

Mesures prioritaires :

- 4.1 Mettre de l'avant une stratégie nationale jeunesse en employabilité et entrepreneuriat en misant sur les technologies, des partenariats durables et des campagnes de marketing pertinentes et efficaces.
- 4.2 Établir des partenariats avec les organismes en place ayant déjà développé une expertise et déployé des programmes en français pour les jeunes, partout au pays.

¹² Incluant le Fonds d'habilitation

¹³ À noter que cette enveloppe budgétaire s'adresserait également aux communautés de langue officielle en situation minoritaire du Québec, grâce au réseau de la CEDEC.

ISSUE 3

Encouraging participation and investments from a greater number of economic development and employability partners, particularly around priority issues.

Priority measures:

- 3.1 Ensuring new capital is injected into renewal of the Roadmap so that it generates more economic development and employability initiatives in Francophone and Acadian communities.
- 3.2 Urging provincial and territorial governments to create programs dedicated to supporting local economic development and employability initiatives specifically related to Francophone and Acadian communities.
- 3.3 Increasing economic initiatives with Quebec to foster synergy and catalyze partnerships, to ensure that Canada's economic Francophonie presents a strong economic bloc able to maximize its networks and business alliances.
- 3.4 Developing and implementing a strategy and positioning tools for Francophone and Acadian communities in matters of economics and employability, by focusing on the added value of the Francophonie and bilingualism.
- 3.5 Creating and implementing a Canada-wide promotional campaign in both official languages, highlighting:
 - 1) the added value for business of the French language and bilingualism;
 - 2) the presence of Francophone and Acadian communities and their contribution to the Canadian economy.

ISSUE 4

Contributing to the economic vitality of youth in Francophone and Acadian communities throughout Canada.

Priority measures:

- 4.1 Creating a national youth strategy for employability and entrepreneurship that focuses on technologies, sustainable partnerships, as well as relevant and effective marketing campaigns.
- 4.2 Establishing partnerships with existing organizations that have already developed and deployed expertise in French-language programs for young people across the country.

¹² Including the Enabling Fund

¹³ Note: this budget would also apply to Quebec's official language minority communities, thanks to CEDEC's network.

Mesure prioritaire :

- 5.1 Créer un observatoire sur le développement économique et l'employabilité dans les communautés francophones et acadienne, chargé de réunir, de produire, d'analyser et de diffuser des données probantes et des statistiques représentatives de la situation des communautés francophones et acadienne, et accompagné de plans de développement particuliers pour chaque enjeu identifié. Agissant à la fois en tant que laboratoire de recherche et centre d'information, l'observatoire jouera un rôle de promotion et de sensibilisation dans la mise en œuvre et l'efficacité des politiques et des programmes. Par le biais de cet observatoire, le Réseau pourra :
- Favoriser l'ouverture des données et le partage de statistiques et d'informations avec des agences ou des ministères gouvernementaux, ainsi que des collèges ou universités permettant de quantifier la réalité des communautés francophones et acadienne ;
 - Assurer l'inclusion systématique de questions visant à mesurer la réalité des communautés francophones et acadienne à l'intérieur d'études socio-économiques réalisées par les agences ou les ministères gouvernementaux ou toute autre organisation récipiendaire de fonds publics et y répondre sous forme de données ouvertes ;
 - Compiler et analyser des données sur la situation des communautés francophones et acadienne en matière de relève des entreprises incluant un inventaire des programmes de soutien et de financement appuyant la relève ;
 - Élaborer une étude sur :
 - les besoins en main-d'œuvre bilingue dans les entreprises francophones et acadienne (cinq ans) ;
 - les compétences de la main-d'œuvre francophone et francophile locale ;
 - les programmes et formations offertes par les collèges et universités francophones présents dans les communautés francophones et acadienne ;
 - Mettre en œuvre des groupes de réflexion pouvant appuyer les démarches gouvernementales ;
 - Assurer la diffusion des savoirs via un mécanisme moderne et intuitif tel que le Portail des affaires du RDÉE Canada.

Priority measure:

- 5.1 Creating an observatory on economic development and employability in Francophone and Acadian communities, to gather, produce, analyze and disseminate evidence and representative statistics on the situation of Francophone and Acadian communities, along with specific development plans for each issue identified. Acting both as a research laboratory and information centre, the observatory will play promotional and awareness raising roles in the implementation and effectiveness of policies and programs. Through this observatory, the Network will be able to do the following:
- Encourage open data and the sharing of statistics and information with government departments or agencies, as well as with colleges and universities, to quantify the reality of Francophone and Acadian communities;
 - Ensure that questions designed to measure the reality of Francophone and Acadian communities are included systematically in socio-economic studies carried out by government departments and agencies, or other organizations that receive public funds, and respond to them with open data;
 - Compile and analyze data on the situation of Francophone and Acadian communities regarding business succession, including an inventory of support programs and funding to help successors;
 - Prepare a study on:
 - the need for bilingual workers in Francophone and Acadian businesses (five years);
 - the skills of the local Francophone and Francophile workforce;
 - the programs and training offered by French-language colleges and universities in Francophone and Acadian communities;
 - Set up focus groups that can support government efforts;
 - Disseminate knowledge through a modern and intuitive mechanism such as RDÉE Canada's Business Portal.

CONCLUSION

Les enjeux et mesures prioritaires présentés dans ce livre blanc sont destinés à baliser les pistes en vue d'améliorer et de consolider les réponses qui doivent être apportées aux besoins des communautés francophones et acadienne pour soutenir leur croissance.

Le maintien des acquis est une condition essentielle mais n'est pas suffisante. Il est urgent d'agir ensemble et de reconnaître que les communautés francophones et acadienne constituent des leviers de croissance du PIB, que le bilinguisme est une porte d'entrée stratégique pour augmenter les échanges commerciaux du Canada à l'international et que l'espace économique francophone prend de plus en plus de place sur la scène mondiale.

Il est donc impératif que l'espace économique francophone canadien participe encore plus activement à la création de la richesse nationale.

C'est donc pour cela que le RDÉE Canada partage ici sa vision, propose un plan et réaffirme sa volonté d'être le partenaire du gouvernement dans ses responsabilités envers le soutien aux communautés de langue officielle en situation minoritaire. Le bilinguisme canadien est une valeur ajoutée de notre économie et non un poids social avec lequel il faut composer.

Il est crucial de doter le fonds d'habilitation de moyens financiers additionnels nous permettant de mieux soutenir les communautés francophones et acadienne. Il est aussi essentiel de ne pas limiter les stratégies et les moyens d'agir dans les communautés francophones et acadienne au seul fonds d'habilitation. Nous visons à engager des discussions afin que les leaders et acteurs du développement économique des communautés francophones et acadienne soient associés à l'ensemble des programmes et mesures des différents ministères reliés à la future Feuille de route pour les langues officielles du Canada.

Par la présence de ses membres dans chacune des provinces et dans chaque territoire, le RDÉE Canada est à la tête d'un Réseau qui participe déjà à :

- la création et la croissance du bassin des entreprises des communautés francophones et acadienne ;
- la création d'emplois dans les communautés francophones et acadienne ;
- la mise en valeur des atouts économiques de la dualité linguistique ;
- la sensibilisation du monde des affaires aux avantages économiques de l'embauche d'immigrants francophones ;
- la formalisation d'ententes avec des acteurs du développement économique francophones et francophiles ;
- la formation d'alliances stratégiques et opportunes à travers le pays et ailleurs ;
- la mise en valeur de dossiers porteurs dont le potentiel économique est encore sous-estimé, tels que l'économie verte et le tourisme ;
- la publication de recherches, données et analyses.

Le RDÉE Canada et ses organismes membres travaillent avec les instances décisionnelles des différents paliers gouvernementaux pour qu'ensemble, nous saisissons les opportunités pour le Canada, et pour qu'ensemble, nous puissions également relever les défis majeurs auxquels nous aurons à faire face.

CONCLUSION

The issues and priority measures presented in this white paper are intended to mark out paths to improve and consolidate the measures that Francophone and Acadian communities need to support their growth.

Maintaining achievements is essential but not sufficient. We must take immediate action together, and recognize that Francophone and Acadian communities are drivers of GDP growth, that bilingualism is a strategic gateway to increasing Canadian trade internationally, and that the Francophone economic space is becoming more and more important on the world stage.

It is therefore essential that the Canadian Francophone economic space be even more actively involved in the creation of national wealth.

And that is why RDÉE Canada is sharing its vision and proposing a plan in this white paper, while reaffirming its willingness to partner with the government to help it fulfill its responsibility to support official language minority communities. Canadian bilingualism represents an added value for our economy; it is not a social burden.

It is crucial for the Enabling Fund to be provided with additional financial resources to better support Francophone and Acadian communities. It is also essential that the strategies and means of action for Francophone and Acadian communities not be limited to the Enabling Fund. We aim to enter into discussions to ensure that leaders and players in the economic development of Francophone and Acadian communities will be involved in all the programs and policies of different departments related to the future Roadmap for Canada's Official Languages.

With members in every province and territory, RDÉE Canada heads a network that is already involved in:

- Creating and developing a pool of businesses in Francophone and Acadian communities;
- Creating jobs in Francophone and Acadian communities;
- Promoting the economic advantages of linguistic duality;
- Informing businesses about the economic benefits of hiring Francophone immigrants;
- Formalizing agreements with Francophone and Francophile economic development stakeholders;
- Forging strategic and timely alliances across Canada and elsewhere;
- Developing promising sectors whose economic potential is still underestimated, such as the green economy and tourism;
- Publishing research, data and analyses.

RDÉE Canada and its member organizations are working with decision-making bodies at various levels of government so that, together, we can seize opportunities for Canada and meet the major challenges we will have to face.

FICHE TECHNIQUE NO. 1 • FONDS DE DÉVELOPPEMENT EN PPP

Enjeu stratégique 1	Renforcer la capacité des communautés francophones et acadienne à saisir des opportunités commerciales où le bilinguisme anglais-français est une valeur ajoutée.
Mesure prioritaire 1.3	La mesure 1.3 vise la création d'un fonds levier d'envergure de développement en partenariat public privé (PPP) capitalisé, visant à soutenir la création, la relève et l'expansion des entreprises issues des communautés francophones et acadienne.
Descriptif du projet	<p>Le RDÉE Canada vise la mise en place d'un fonds de développement en partenariat public privé (PPP) capitalisé à la hauteur de 120 millions de dollars afin de stimuler la croissance économique et l'accompagnement des entrepreneurs et des entreprises issues des communautés francophones et acadienne. Le fonds contribuera à la pérennité du Réseau des RDÉE, en réduisant la dépendance envers le Fonds d'Habilitation.</p> <p>Ce capital patient sera complémentaire aux fonds déjà existants servant de levier au démarrage, à l'acquisition par la relève, au développement d'entreprises.</p> <p>Ce produit financier unique du RDÉE Canada jouera un rôle de catalyseur puisqu'il sera considéré comme de la quasi-équité par les autres partenaires participants au montage financier des projets soutenus.</p> <p>Il est recommandé que le gouvernement fédéral constitue un fonds de dotation de 100 millions de dollars sous la forme d'un prêt non remboursable par versement annuel de 20 millions de dollars pendant 5 ans. Les gestionnaires de portefeuilles privés injecteront de leur côté 20 millions de dollars sous la forme d'émission de participation par versement annuel de 4 millions de dollars.</p>
Résultats attendus	<p>Il est attendu que 70 millions de dollars soit injecté dans les communautés francophones et acadienne de façon directe par le fonds au cours des cinq premières années d'exploitation. Des leviers financiers additionnels de 130 millions de dollars provenant d'institutions financières, fonds de capital de risque, love money, fonds locaux et programmes publics, y seront également injectés.</p> <p>Au total, il est prévu que les communautés francophones et acadienne bénéficieront d'un investissement total de 200 millions de dollars au cours des cinq premières années.</p>
Retombées et impacts prévus	Il est évalué que ce fonds permettra la création ou le maintien de 3 500 emplois directs au sein des entreprises des communautés francophones et acadienne. Les retombées indirectes de création ou de maintien d'emplois sont évaluées à 7 000 emplois, notamment dans le secteur de la construction pour les projets d'immobilisations.

FACTSHEET NO. 1 • PPP DEVELOPMENT FUND

Strategic issue 1	Strengthening the capacity of Francophone and Acadian communities to seize business opportunities where the English-French bilingualism is an added value.
Priority measure 1.3	Measure 1.3 aims to create a sizeable leveraging fund through a public-private partnership (PPP) to support the launch, succession and expansion of businesses from Francophone and Acadian communities.
Project description	<p>RDÉE Canada aims to create a \$120 million development fund through a public-private partnership (PPP) to stimulate economic growth and advise entrepreneurs and businesses in Francophone and Acadian communities. The fund will help to maintain RDÉE's Network, by reducing dependence on the Enabling Fund.</p> <p>This patient capital will be complementary to existing funds that are used to help startups and successor acquisitions, as well as to develop businesses.</p> <p>This unique financial product offered by RDÉE Canada will act as a catalyst, since it will be considered as quasi-equity by other partners involved in financial arrangements for supported projects.</p> <p>It is recommended that the federal government creates a \$100 million endowment fund in the form of a forgivable loan through yearly payments of \$20 million over five years. For their part, private portfolio managers will inject \$20 million by issuing equity shares through yearly payments of \$4 million.</p>
Projected results	<p>The fund is expected to inject \$70 million directly into Francophone and Acadian communities in its first five years of operation. Additional financial levers of \$130 million will also be provided by financial institutions, venture capital funds, local funds, public programs, and in the form of love money.</p> <p>Francophone and Acadian communities are expected to receive a total investment of \$200 million in the first five years.</p>
Projected benefits and impacts	This fund will create or maintain an estimated 3,500 direct jobs in businesses within Francophone and Acadian communities. The indirect spinoff of creating or maintaining jobs is estimated at 7,000 jobs, particularly in the construction sector for capital projects.

FICHE TECHNIQUE NO. 2 • TOURISME FRANCOPHONE

Enjeu stratégique 1	Renforcer la capacité des communautés francophones et acadienne à saisir des opportunités commerciales où le bilinguisme anglais-français est une valeur ajoutée.
Mesure prioritaire 1.4	La mesure 1.4 soutient la stratégie nationale en tourisme francophone, en incluant les communautés francophones et acadienne à la stratégie fédérale et la création d'un programme dédié au développement de produits touristiques francophones/bilingues innovants afin de les rendre plus attrayant et compétitifs.
Descriptif des projets	<p>Plusieurs initiatives sont en cours pour rendre l'industrie du tourisme francophone davantage compétitive. Notamment :</p> <p>Projet national de veille en tourisme : Effectuer une veille dédiée au tourisme francophone permettant de mieux suivre l'évolution du tourisme dans les communautés francophones et acadienne et répondre aux préoccupations des partenaires impliqués. Les travaux viseront à garder les communautés francophones et acadienne à la fine pointe de l'information, leur permettant ainsi de mieux répondre aux besoins de leurs clients. Quatre bulletins d'information seraient publiés annuellement, de même qu'un dossier de fond sur une thématique particulière et deux analyses sectorielles par année. Les partenaires impliqués sont la Chaire de tourisme Transat (UQAM) et Industrie Canada.</p> <p>Application mobile en tourisme francophone : Les quatre RDÉE de l'Ouest (Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique) se sont dotés d'une application mobile (APP) francophone pour davantage promouvoir les produits francophones et bilingues. La mise en place d'une APP nationale permettrait de soutenir le développement d'une offre touristique francophone plus variée et plus achalandée, ce qui est présentement à l'étude.</p> <p>Classification nationale des services touristiques en français : Le Réseau a développé une classification nationale à trois niveaux (bleue : services en français en tout temps, vert : services en français sur demande, jaune : articles promotionnels et/ou documentation disponibles en français).</p> <p>Développement de circuits et de routes touristiques francophones : Le Réseau travaille à développer des trajets régionaux, provinciaux et nationaux basés sur des thématiques spécifiques. Ces routes et circuits relieront différents sites touristiques et regrouperont des services complémentaires (hébergement, visites, activités, restaurants, etc.).</p>
Résultats attendus	<p>Les principaux résultats attendus de ces différentes initiatives sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Structurer davantage l'offre touristique francophone et bilingue pancanadienne ; • Répondre plus adéquatement aux besoins des marchés et des clients ; • Accroître la compétitivité de la destination et des produits francophones ou bilingues.
Retombées et impacts prévus	<p>Les impacts qualitatifs prévus pour les communautés francophones et acadienne incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Générer de l'emploi ; • Accroître et diversifier l'économie locale ; • Réduire l'exode rural ; • Contribuer à l'innovation et à l'entrepreneuriat ; • Valoriser les atouts culturels et patrimoniaux du territoire ; • Développer une vision durable ; • S'afficher comme destination durable ; • Contribuer activement au développement économique des communautés francophones et acadienne.

FACTSHEET NO. 2 • FRANCOPHONE TOURISM

Strategic issue 1	Strengthening the capacity of Francophone and Acadian communities to seize business opportunities where English-French bilingualism is an added value.
Priority measure 1.4	Measure 1.4 supports a national strategy for Francophone tourism, by including Francophone and Acadian communities in the federal strategy, and creating a program dedicated to the development of innovative Francophone/bilingual tourism products, to make them more attractive and competitive.
Project description	<p>Several initiatives designed to make the Francophone tourism industry more competitive are in progress. In particular:</p> <p>National Tourism Monitoring Project: Creating a monitoring project dedicated to Francophone tourism to better track the evolution of tourism in Francophone and Acadian communities and address the concerns of partners involved. The work will provide Francophone and Acadian communities with cutting-edge information, enabling them to better meet the needs of their customers. Four newsletters will be published annually, along with a backgrounder on a particular theme and two sectoral analyses. The Transat Chair in Tourism (UQAM) and Industry Canada are the partners involved.</p> <p>A mobile application for Francophone tourism: The four Western RDÉEs (Manitoba, Saskatchewan, Alberta and British Columbia) have developed a mobile application (APP) to further promote Francophone and bilingual products. Creation of a national APP would help to diversify and increase Francophone tourism. This measure is currently being studied.</p> <p>National classification of tourist services in French: The Network has developed a national classification system divided into three categories (blue: French services at any time; green: French services on request; yellow: promotional items and/or documents available in French).</p> <p>Development of Francophone tourism routes and sightseeing tours: The Network is developing regional, provincial and national routes based on specific themes. These routes and tours will link different tourist sites and combine complementary services (accommodations, tours, activities, restaurants, etc.).</p>
Projected results	<p>The main results expected from these initiatives are:</p> <ul style="list-style-type: none"> • More structured Francophone and bilingual Canada-wide tourist offer; • Better responses to the needs of markets and customers; • Increased competitiveness of Francophone or bilingual products and destinations.
Projected benefits and impacts	<p>Qualitative impacts projected for the Francophone and Acadian communities include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Generating employment; • Growing and diversifying the local economy; • Reducing rural depopulation; • Contributing to innovation and entrepreneurship; • Enhancing the cultural and heritage assets of the territory; • Developing a sustainable vision; • Advertising destinations as being sustainable; • Actively contributing to the economic development of Francophone and Acadian communities.

FICHE TECHNIQUE NO. 3 • ÉCONOMIE VERTE

Enjeu stratégique 1	Renforcer la capacité des communautés francophones et acadienne à saisir des opportunités commerciales où le bilinguisme anglais-français est une valeur ajoutée.
Mesure prioritaire 1.5	La mesure 1.5 vise à stimuler la croissance et la prospérité des communautés francophones et acadienne grâce à la planification et la mise en œuvre d'initiatives vertes.
Descriptif du projet	<p>Le projet Éco-Ouest vise le développement économique des municipalités de l'Ouest canadien (Colombie-Britannique, Manitoba, Saskatchewan et Alberta) par la mise en œuvre de projets et d'infrastructures de développement durable.</p> <p>Le projet stimule, encourage et appuie les communautés rurales de l'Ouest qui participent à l'écologisation de leurs économies locales notamment par la création d'inventaires des émissions de gaz à effet de serre (GES) et l'élaboration de plans d'action locaux en matière de changements climatiques. Le projet soutient également les municipalités qui souhaitent commercialiser des technologies propres et mettre en œuvre des projets d'infrastructures durables.</p> <p>Les principaux secteurs d'intervention du Projet Éco-Ouest comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'engagement communautaire ; • La validation et la reproduction des analyses de rentabilité du compostage municipal ; • Le réaménagement des infrastructures municipales (p. ex., épuration des eaux usées, véhicules électriques/ corridors de transport, chauffages par îlots, etc.) ; • La valorisation énergétique des déchets.
Résultats attendus	<p>Les projets attendus pour 2021 dans l'Ouest canadien sont ambitieux.</p> <p>Mentionnons notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 65 partenariats développés ; • 40 communautés touchées ; • 13 plans d'actions locaux sur les changements climatiques développés avec des communautés francophones et acadienne ; • 7 projets réalisés ; • 15 millions de dollars pour la valeur des projets réalisés.
Retombées et impacts prévus	<p>Ce projet à fort potentiel à l'échelle nationale aura plusieurs impacts positifs sur les collectivités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la commercialisation de nouvelles technologies ; • Augmentation de l'investissement direct de l'étranger ; • Augmentation du nombre de travailleurs hautement qualifié pour des métiers reliés à l'économie verte ; • Augmentation de la qualité de vie des collectivités touchées ; • Réduction des impacts négatifs des industries et municipalités sur l'environnement.

FACTSHEET NO. 3 • GREEN ECONOMY

Strategic issue 1	Strengthening the capacity of Francophone and Acadian communities to seize business opportunities where English-French bilingualism is an added value.
Priority measure 1.5	Measure 1.5 aims to ensure the growth and prosperity of Francophone and Acadian communities by planning and implementing green initiatives.
Project description	<p>The Eco-West project aims to promote the economic development of municipalities in Western Canada (British Columbia, Manitoba, Saskatchewan and Alberta) by implementing sustainable development projects and infrastructure.</p> <p>The project inspires, encourages and supports rural western communities seeking to green their local economies, notably through creation of greenhouse gas (GHG) emission inventories, and development of local action plans on climate change. The project also supports municipalities that want to market clean technologies and implement sustainable infrastructure projects.</p> <p>Eco-West's key focus areas include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Community involvement; • Validating and reproducing cost-benefit analyses of municipal composting; • Rehabilitating municipal infrastructure (e.g., sewage treatment, electric vehicles, transportation corridors, direct heating, etc.); • Recovering energy from waste.
Projected results	<p>Western Canadian projects expected in 2021 are ambitious.</p> <p>The following points are worth mentioning:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Development of 65 partnerships; • 40 communities involved; • Drafting of 13 local action plans on climate change with Francophone and Acadian communities; • Completion of seven projects; • Completed projects valued at \$15 million.
Projected benefits and impacts	<p>This project has great potential at the national level, and it will benefit communities in several ways:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Increased marketing of new technologies; • More direct investment from abroad; • More highly skilled workers in jobs related to the green economy; • Better quality of life in affected communities; • An environment better protected from the harmful impacts of industries and municipalities.

FICHE TECHNIQUE NO. 4 • IMMIGRATION ÉCONOMIQUE

Enjeu stratégique 2	Assurer l'arrimage complexe entre les besoins du marché du travail et les compétences disponibles de la main-d'œuvre locale et immigrante.
Mesures prioritaires 2.1 et 2.2	Les mesures 2.1 et 2.2 souhaitent une meilleure attraction et rétention d'immigrants économiques francophones, une plus grande mobilisation des employeurs canadiens à l'embauche d'immigrants francophones et un plus grand arrimage entre les pénuries de main-d'œuvre et les compétences des immigrants.
Descriptif des projets	<p>Plusieurs initiatives sont supportées par le Réseau pour assurer une meilleure attraction et rétention des immigrants économiques francophones, notamment :</p> <p>Projet Pré-départ : Le projet donne accès à une gamme d'outils et de services d'intégration économique aux candidats francophones à l'immigration, avant leur arrivée au Canada. Ce service d'appui se fera à distance et en temps opportun pour les immigrants potentiels. Il comprendra notamment des contenus d'information et d'orientation sur le marché du travail, la livraison de services d'emploi, l'exploitation des connexions avec les employeurs, évaluation des besoins, etc.</p> <p>Projet pilote CIC : L'objectif de ce projet pilote est de faciliter et appuyer l'intégration économique des immigrants francophones et bilingues au marché de travail canadien. Les activités du projet visent essentiellement à diriger les employeurs vers les immigrants francophones et bilingues, à assurer un accompagnement à la fois des immigrants et des employeurs et à favoriser l'arrimage entre les offres d'emploi et les compétences des immigrants.</p> <p>Salon virtuel de l'emploi : Le RDÉE Canada prépare actuellement le tout premier salon virtuel de l'emploi qui aura lieu à l'hiver 2016. Il s'agit d'une multiplication d'outils face aux salons traditionnels, soit une manière de faciliter le processus de recrutement à deux niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les chercheurs d'emploi et les employeurs n'auront pas à se déplacer, ce qui constitue un atout majeur pour les deux catégories et tout principalement pour les chercheurs d'emplois immigrants ; • Le salon virtuel offre une large possibilité de sélection aux employeurs puisque les candidats peuvent être sélectionnés sans tenir compte du lieu géographique où ils se trouvent. <p>Carrière alternative : L'objectif général de ce nouveau projet est d'offrir aux immigrants dans les communautés francophones et acadienne la possibilité d'exercer des professions autres que celles dans lesquelles ils ont initialement été formés, en leur permettant de mettre à profit leurs compétences dans des emplois qui y sont cependant reliés. Il s'agit de rediriger ces nouveaux arrivants vers des carrières alternatives. Des domaines comme les affaires, finance et administration, comptabilité, informatique, architecture, ingénierie, marketing et publicité et santé sont ciblés. Le projet est à l'heure actuelle en attente de financement.</p>
Résultats attendus	Les résultats prévus sont de contribuer de façon substantive à une meilleure intégration économique des immigrants au Canada, tout en s'assurant que l'immigration réponde aux besoins du marché du travail canadien, entre autres par l'entremise de la création de ponts entre les emplois disponibles et les compétences des immigrants qui sont reçus au Canada.
Retombées et impacts prévus	<p>Des retombées ambitieuses sont prévues pour les trois principaux projets mentionnés :</p> <p>Projet pré-départ : Les cibles fixées sont de 233 immigrants qui auront utilisé les services pré-départ d'ici à mars 2016. Pour l'année 2016-2017, il est attendu que 400 immigrants bénéficieront à leur tour du projet.</p> <p>Projet pilote CIC : Il est attendu que 100 employeurs et 120 immigrants seront accompagnés et appuyés au cours de ce projet. Il est également prévu que 52 maillages seront réalisés et que 840 employeurs seront sensibilisés à l'intégration économique des immigrants francophones et bilingues.</p> <p>Carrière alternative : Si le projet est financé tel qu'attendu, il est prévu que 335 immigrants auront trouvé un emploi en 2017 grâce au projet. 915 immigrants seront accompagnés dans leur processus de redirection de carrières et 1 200 employeurs seront accompagnés.</p>

FACTSHEET NO. 4 • ECONOMIC IMMIGRATION

Strategic issue 2	Ensuring the intricate linkage between labour market needs and skills available within the local and immigrant workforce.
Priority measures 2.1 and 2.2	Measures 2.1 and 2.2 aim to improve the attraction and retention of Francophone economic immigrants, to encourage more Canadian employers to hire Francophone immigrants and ensure better coordination between labour shortages and skilled immigrants.
Project description	<p>The Network supports several initiatives designed to ensure better attraction and retention of Francophone economic immigrants, including:</p> <p>Pre-departure project: The project provides access to a range of tools and economic integration services to prospective Francophone immigrants before they arrive in Canada. This support service will be offered remotely and on a timely basis to prospective immigrants. It will include information and guidance regarding the labour market, delivery of employment services, making use of the Network's connections with employers, needs assessment, etc.</p> <p>CIC pilot project: The objective of this pilot project is to facilitate and support the economic integration of Francophone and bilingual immigrants into the Canadian labour market. Project activities focus mainly on directing employers to Francophone and bilingual immigrants, on providing support to both immigrants and employers, and on ensuring coordination between job opportunities and the skills of immigrants.</p> <p>Virtual job fair: RDÉE Canada is currently preparing the first ever virtual job fair, to be held in the winter of 2016. It will use a greater number of tools than traditional job fairs, thereby facilitating the recruitment process on two levels:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Job seekers and employers will not have to travel, which is a major asset for both categories, particularly for immigrant job seekers; • The virtual fair will offer a wide selection to employers, since candidates can be selected regardless of their geographical location. <p>Alternative careers: The overall objective of this new project is to offer immigrants in Francophone and Acadian communities the possibility of practicing professions other than those for which they were trained, allowing them to leverage their skills in related jobs. This will redirect newcomers to alternative careers. Among the targeted areas are business, finance and administration, accounting, information technology, architecture, engineering, marketing and advertising and health. The project is now waiting for funding.</p>
Projected results	This project is expected to significantly improve the economic integration of immigrants to Canada, while ensuring that immigration serves Canadian labour market needs, by building bridges between available jobs and the skills of immigrants, among other things.
Projected benefits and impacts	<p>The three major projects mentioned are expected to yield significant benefits:</p> <p>Pre-departure project: We expect that 233 immigrants will have used pre-departure services by March 2016, and that 400 immigrants will benefit from it in 2016-2017.</p> <p>CIC pilot project: It is expected that 100 employers and 120 immigrants will be accompanied and supported in the course of this project. As well, we expect that 52 links will be created and that 840 employers will be sensitized to the economic integration of Francophone and bilingual immigrants.</p> <p>Alternative careers: If the project is funded as planned, it is expected that 335 immigrants will have found jobs in 2017 as a result of it. Support will be provided to 1,200 employers and to 915 immigrants as they proceed with career changes.</p>

FICHE TECHNIQUE NO. 5 • FEUILLE DE ROUTE

Enjeu stratégique 3	Stimuler l'engagement et les investissements d'un plus grand nombre de partenaires du développement économique et de l'employabilité notamment autour des enjeux prioritaires.
Mesure prioritaire 3.1	La mesure 3.1 vise l'injection de nouveaux capitaux dans le renouvellement de la Feuille de route afin que celle-ci bénéficie d'une nouvelle enveloppe budgétaire bonifiée pour accroître les efforts en développement économique et en employabilité au sein des communautés francophones et acadienne.
Descriptif du projet	<p>La Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018, dotée d'un budget de 1,124 milliard de dollars sur cinq ans, est sous la responsabilité générale de Patrimoine Canada.</p> <p>La Feuille de route 2013-2018 est un énoncé de politiques du gouvernement du Canada. Elle comprend 28 initiatives, destinées au renforcement et à la promotion de la dualité linguistique, qui sont mises en œuvre par 14 institutions fédérales. Les initiatives sont regroupées sous trois grands piliers: l'Éducation, l'Immigration et l'Appui aux communautés.</p> <p>Sous le pilier Appui aux communautés, le RDÉE Canada et son Réseau bénéficient d'un appui du Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) de Emploi et Développement social Canada (EDSC). Cette initiative vise l'amélioration de l'accès communautaire aux programmes, aux réseaux, aux services et aux projets de développement économique novateurs dans des secteurs clés, comme la rétention des jeunes, l'intégration au marché du travail et la création d'emplois, le développement de compétences améliorant l'employabilité, le développement de secteurs prometteurs (comme le tourisme), la diversification des économies locales et l'appui aux entrepreneurs et à la promotion de l'entrepreneuriat. Le Fonds d'habilitation a obtenu un financement de 69 millions de dollars pour la période 2013-2018.</p>
Résultats attendus	Les résultats attendus du pilier Appui aux communautés s'inscrivent ainsi : La vitalité des deux langues officielles et des CLOSM qui les incarne est accrue, leur permettant une pleine contribution à la société canadienne, à l'histoire, à l'identité nationale, au développement et à la prospérité du Canada.
Retombées et impacts prévus	<p>Le renouvellement de la Feuille de route en 2018 devrait permettre de doter le Fonds d'habilitation de moyens financiers additionnels.</p> <p>Tous les programmes et mesures des différents ministères reliés à la feuille de route devraient être rendus accessibles aux leaders et acteurs du développement économique des communautés francophones et acadienne.</p>

FACTSHEET NO. 5 • ROADMAP

Strategic issue 3	Encouraging participation and investments from a greater number of economic development and employability partners particularly around priority issues.
Priority measure 3.1	Measure 3.1 seeks to ensure that new capital is injected into renewal of the Roadmap so that it can generate more economic development and employability initiatives in Francophone and Acadian communities.
Project description	<p>The 2013-2018 Roadmap for Canada's Official Languages has a budget of \$1.124 billion over five years and is under the overall responsibility of Canadian Heritage.</p> <p>The Roadmap 2013-2018 is a Government of Canada policy statement. It includes 28 initiatives designed to strengthen and promote linguistic duality, which are to be implemented by fourteen federal institutions. The initiatives are grouped under three main pillars: Education, Immigration and Communities.</p> <p>Under the Communities pillar, RDÉE Canada and its Network will receive support from Employment and Social Development Canada's (ESDC) Enabling Fund for Official Language Minority Communities (OLMCs). This initiative aims to improve community access to programs, networks, services and innovative economic-development projects in key areas, such as youth retention, labour-market integration and job creation, employability skills development, development of promising sectors (such as tourism), diversification of local economies, support of entrepreneurs and promotion of entrepreneurship. The Enabling Fund has a budget of \$69 million for the period 2013-2018.</p>
Projected results	The Communities pillar is expected to have the following results: Increased vitality for both official languages and the OLMCs that represent them, allowing them to make a full contribution to Canadian society, to history, to national identity, to the development and prosperity of Canada.
Projected benefits and impacts	<p>The 2018 Roadmap renewal is expected to provide the Enabling Fund with additional financial resources.</p> <p>All Roadmap-related programs and measures provided by various departments should be accessible to leaders and players involved in the economic development of Francophone and Acadian communities.</p>

FICHE TECHNIQUE NO. 6 • STRATÉGIE NATIONALE JEUNESSE

Enjeu stratégique 4	Contribuer à la vitalité économique de la jeunesse des communautés francophones et acadienne partout au Canada.
Mesure prioritaire 4.1	La mesure 4.1 vise la mise en place d'une stratégie nationale jeunesse en employabilité et entrepreneuriat en misant sur les technologies, des partenariats durables et des campagnes de marketing pertinentes et efficaces.
Descriptif du projet	<p>L'avenir économique du Canada nécessite un renouveau dans le modèle de développement économique qui ne peut s'effectuer qu'en partenariat avec les jeunes. La vitalité de nos jeunes a un effet multiplicateur tant au niveau social qu'économique. Dix membres du Réseau ont déjà mis en place des initiatives innovantes en soutien aux jeunes au cours de l'année 2014.</p> <p>Une stratégie nationale jeunesse en employabilité et en entrepreneuriat pour les communautés francophones et acadienne a été développée en 2014 pour le RDÉE Canada afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser la relève entrepreneuriale ; • Diminuer le taux de chômage ; • Faciliter la transition vers une carrière et le monde du travail ; • Augmenter le nombre d'entrepreneurs ; • Appuyer adéquatement les entrepreneurs et les employeurs ; • Augmenter le taux de réussite des entrepreneurs. <p>Les initiatives prioritaires de cette stratégie incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une mobilisation des membres et des partenaires ; • Une campagne de promotion de la stratégie nationale jeunesse ; • Le développement de partenariats stratégiques avec Jeunes entreprises ; • Le développement de partenariats stratégiques avec Place aux jeunes en région ; • Le développement d'un programme de cybermentorat en employabilité.
Résultats attendus	<p>Les résultats attendus touchent notamment l'employabilité et l'entrepreneuriat.</p> <p>Mentionnons à titre d'exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduction du décrochage scolaire ; • Amélioration des résultats académiques ; • Influence positive sur le choix de carrière des participants ; • Augmentation d'intérêt dans l'entrepreneuriat comme choix de carrière ; • Diminution du taux de faillite entrepreneuriale chez les jeunes repreneurs ; • Augmentation du nombre de relève d'entreprise familiale ou jeunesse ; • Augmentation du nombre de nouvelles entreprises créées par des jeunes ; • Augmentation du nombre de mentor/mentorat jeunesse ; • Augmentation du nombre d'emplois jeunesse en région ; • Augmentation du nombre de stages qui appuient les jeunes dans leur choix de carrière ; • Augmentation des participants qui assurent par la suite des rôles de leaders dans leurs communautés.

FACTSHEET NO. 6 • NATIONAL YOUTH STRATEGY

Strategic issue 4	Contributing to the economic vitality of youth in Francophone and Acadian communities throughout Canada.
Priority measure 4.1	Measure 4.1 aims to create a national youth strategy for employability and entrepreneurship that focuses on technologies, sustainable partnerships, as well as relevant and effective marketing campaigns.
Project description	<p>Canada's economic future requires a renewal of the economic development model that can only be achieved in partnership with youth. The vitality of our youth has a multiplier effect both socially and economically. In 2014, ten members of the Network implemented innovative programs to support youth.</p> <p>A national strategy on youth employability and entrepreneurship for Francophone and Acadian communities was developed in 2014 for RDÉE Canada to:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Encourage business succession; • Reduce the unemployment rate; • Facilitate transition to a career and the working world; • Increase the number of entrepreneurs; • Provide adequate support to entrepreneurs and employers; • Increase the success rate for entrepreneurs. <p>Priority initiatives for this strategy include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mobilizing members and partners; • A campaign to promote the national youth strategy; • Developing strategic partnerships with Junior Achievement; • Developing strategic partnerships with Place aux jeunes en région; • Developing an action strategy with Futurpreneur Canada; • Developing an e-mentoring program on employability.
Projected results	<p>Projected results will also touch on employability and entrepreneurship. The following are examples:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reduced dropout rates; • Improved academic performance; • Positive influence on the career choices of participants; • Greater interest in entrepreneurship as a career option; • Fewer business failures among young successors; • More family/youth business successions; • More new businesses created by young people; • More youth mentors/mentorships; • More jobs for youth in the regions; • More apprenticeships supporting young people in their career choices; • More participants who will play leadership roles in their communities later on.

FICHE TECHNIQUE NO. 7 • OBSERVATOIRE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNE

Enjeu stratégique 5	Favoriser l'accès à des données probantes sur la francophonie économique canadienne afin de faciliter des prises de décision informées à tous les niveaux.
Mesure prioritaire 5.1	La mesure 5.1 vise la création d'un observatoire sur le développement économique et l'employabilité dans les communautés francophones et acadienne.
Descriptif du projet	<p>Cet observatoire sera chargé de réunir, de produire, d'analyser et de diffuser des données probantes et des statistiques représentatives de la situation des communautés francophones et acadienne, puis de proposer des plans de développement en réponse aux enjeux identifiés. Agissant à la fois en tant que laboratoire de recherches et centre d'information, l'observatoire jouera un rôle de promotion et de sensibilisation dans la mise en œuvre et l'efficacité des politiques et des programmes visant la reconnaissance et le développement de l'économie et de l'employabilité des communautés francophones et acadienne.</p> <p>Le mandat de l'observatoire des communautés francophones et acadienne peut se décrire ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer un centre de recherche spécialisé sur le développement économique et de l'employabilité ; • Diffuser des informations sur le développement économique et de l'employabilité ; • Proposer des plans de développement sur le développement économique et de l'employabilité ; • Regrouper des données et statistiques sur le développement économique et de l'employabilité ; • Jouer un rôle de promotion et de lobbying ; • Proposer des politiques publiques en soutien au développement économique et de l'employabilité ; • Dresser le portrait de la situation du développement économique et de l'employabilité aux plans local, régional et national ; • Développer un système intégré de statistiques permettant la cueillette de données fiables sur le développement économique et de l'employabilité ; • Faciliter le transfert des connaissances au bénéfice des intervenants des secteurs de l'entrepreneuriat et de l'employabilité ; • Faciliter les collaborations avec les unités ou les centres de recherche existants.
Résultats attendus	<p>Certains des principaux résultats attendus pour les cinq premières années de l'observatoire incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une compilation des données fiables et d'actualité sur la situation des communautés francophones et acadienne en matière de relève des entreprises par le biais d'une étude sérieuse sur la question ; • Un inventaire actualisé des programmes de soutien et de financement appuyant la relève ; • Une étude identifiant les besoins en main-d'œuvre bilingue chez les entreprises des communautés francophones et acadienne sur un horizon de cinq ans et sur les compétences de la main-d'œuvre francophone et francophile locale ; • Un inventaire présentant les programmes et formations offerts dans les collèges et universités francophones présents dans les communautés francophones et acadienne ; • Un partage convivial des banques de données, des statistiques et d'information avec des agences ou des ministères gouvernementaux, ainsi que des collèges ou universités permettant de quantifier la réalité des communautés francophones et acadienne ; • Une inclusion systématique de questions visant à mesurer la réalité des communautés francophones et acadienne à l'intérieur d'études économiques réalisées par d'agences ou de ministères gouvernementaux ou de toute autre organisation récipiendaire de fonds publics.

FACTSHEET NO. 7 • OBSERVATORY ON ECONOMIC DEVELOPMENT AND EMPLOYABILITY IN FRANCOPHONE AND ACADIAN COMMUNITIES

Strategic issue 5	Promoting access to conclusive data regarding the Canadian economic Francophonie to facilitate informed decision making at all levels.
Priority measure 5.1	Measure 5.1 aims to create an observatory on economic development and employability in Francophone and Acadian communities.
Project description	<p>This observatory will gather, produce, analyze and disseminate evidence and representative statistics on the situation of Francophone and Acadian communities, and propose development plans for each issue identified. Acting both as a research laboratory and information centre, the observatory will play promotional and awareness-raising roles in the implementation and effectiveness of policies and programs that seek to recognize and develop the economy and employability of Francophone and Acadian communities.</p> <p>The mandate of the observatory of Francophone and Acadian communities can be described as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Building a research centre specializing in economic development and employability; • Disseminating information on economic development and employability; • Proposing development plans on economic development and employability; • Gathering data and statistics on economic development and employability; • Playing a promotional and lobbying role; • Proposing public policies that support economic development and employability; • Providing an overview of the economic development and employability situation at the local, regional and national levels; • Developing an integrated statistical system to collect reliable data on economic development and employability; • Facilitating knowledge transfer for the benefit of stakeholders in the areas of entrepreneurship and employability; • Facilitating cooperation with existing research units or centres.
Projected results	<p>Some of the key results expected for the first five years of the observatory include the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> • A compilation of reliable and timely data on business successions in Francophone and Acadian communities through a serious study of the issue; • An updated inventory of funding and support programs designed to help business successions; • A five-year study on the bilingual workforce needs of businesses in Francophone and Acadian communities, and on the skills of the local Francophone and Francophile workforce; • An inventory of programs and training courses offered by Francophone colleges and universities located in Francophone and Acadian communities; • A convivial sharing of databases, statistics and information with government agencies and departments, as well as with colleges and universities, to quantify the reality of Francophone and Acadian communities; • The systematic inclusion of questions designed to measure the reality of Francophone and Acadian communities in economic studies by government agencies and departments, and other organizations that receive public funds.



RDÉE
Canada

Le leader du développement économique
des communautés francophones et acadienne

160, rue George, bureau 202
Ottawa (Ontario) K1N 9M2

www.rdee.ca

ISBN 9780994746863